

Lénine

Œuvres T. XIII

Juin 1907 – avril 1908

Source : V. Lénine, *Œuvres*, Tome 13, juin 1907 – avril 1908, Éditions Sociales Paris, Éditions du progrès Moscou, 1967.

Table des matières

Contre le boycottage.....	2
Le congrès socialiste international de Stuttgart.....	23
Préface au recueil « En douze ans ».....	30
Notes politiques.....	41

Contre le boycottage

L'article « *Contre le boycottage* » fut publié fin juillet 1907 dans la brochure *Sur le boycottage de la Troisième Douma*, tirée dans une imprimerie social-démocrate clandestine de Pétersbourg. La couverture portait de fausses indications : « Moscou, 1907. Imprimerie Gorizontov. 40, rue Tverskaïa. » En septembre 1907, la brochure fut saisie.

Le congrès des enseignants¹, qui s'est tenu il y a peu de temps, et où la majorité était sous l'influence des socialistes-révolutionnaires², a adopté, avec la participation directe d'un représentant éminent du parti socialiste-révolutionnaire, une résolution sur le boycottage de la III^e Douma. Les enseignants social-démocrates ainsi que le représentant du P.O.S.D.R. se sont abstenus, considérant la question comme étant du ressort d'un congrès ou d'une conférence du parti, et non pas d'une union professionnelle sans-parti.

Le boycottage de la III^e Douma se place donc sur le devant de la scène, comme la question à l'ordre du jour de la tactique révolutionnaire. Le parti socialiste-révolutionnaire, à en juger par l'intervention de son représentant au congrès précité, a déjà réglé cette question, bien que nous n'ayons encore ni résolutions officielles de ce parti ni textes issus de milieux socialistes-révolutionnaires. La question est posée et on l'examine chez les social-démocrates.

Quels sont les arguments des socialistes-révolutionnaires pour défendre leur décision ? La résolution du congrès des enseignants parle en fait de la complète incapacité de la III^e Douma, du caractère réactionnaire et contre-révolutionnaire du gouvernement qui a accompli le coup d'État du 3 juin³, de la nouvelle loi électorale en faveur des propriétaires fonciers, etc., etc.^a

L'argumentation est construite comme si la nécessité et la légalité d'un moyen de lutte ou d'un mot d'ordre tel que le boycottage résultaient d'elles-mêmes du caractère ultraréactionnaire de la III^e Douma. Pour un social-démocrate, il est évident que ce raisonnement ne tient pas, car il y manque totalement l'examen des conditions historiques permettant l'application du boycottage. Un social-démocrate à l'optique marxiste ne déduit pas la nécessité d'un boycottage de l'intensité du caractère réactionnaire de l'une ou l'autre institution, mais de l'existence de conditions de lutte particulières en présence desquelles, comme l'a montré récemment la révolution russe, est applicable le moyen original qu'on appelle boycottage. De celui qui raisonne sur le boycottage sans tenir compte de l'expérience vieille de deux ans de notre révolution, sans bien y réfléchir, il convient de dire qu'il a beaucoup oublié et rien appris. Et c'est par un essai d'analyse de cette expérience que nous allons commencer notre examen du problème du boycottage.

a Voici le texte de cette résolution : « Considérant : 1) que la loi électorale, sur la base de laquelle la III^e Douma d'État est convoquée, enlève aux masses travailleuses les droits électoraux déjà modestes qu'elles avaient jusque-là et dont l'acquisition leur a coûté si cher; 2) que cette loi représente en soi une falsification évidente et grossière de la volonté populaire en faveur des couches de la population les plus réactionnaires et privilégiées; 3) que la Douma, à sa troisième convocation, va être le fruit d'un coup d'État réactionnaire par son mode d'élection et sa composition; 4) que le gouvernement va se servir de la participation des masses populaires aux élections de la Douma pour donner à cette participation la signification d'une sanction populaire du coup d'État,

le IV^e congrès des délégués de l'Union des enseignants et des éducateurs de Russie décide : 1) de renoncer à toute relation avec la II^e Douma et ses organismes; 2) de ne participer ni directement ni indirectement aux élections en tant qu'organisation; 3) de répandre, en sa qualité d'organisation, le point de vue sur la III^e Douma d'État et ses élections tel qu'il est exprimé dans la présente résolution. »

1

La plus grande expérience de notre révolution en matière de boycottage a certainement été le boycottage de la Douma de Boulyguine⁴. Il a été du reste couronné du succès le plus complet et le plus immédiat. C'est pourquoi notre première tâche doit être l'étude des circonstances historiques du boycottage de la Douma de Boulyguine.

À l'examen de cette question deux circonstances se placent d'emblée au premier plan. En premier lieu, le boycottage de la Douma de Boulyguine fut une lutte contre l'aiguillage (soit-elle temporaire) de notre révolution sur la voie d'une constitution monarchique. En second lieu, ce boycottage s'est produit dans le climat d'un élan révolutionnaire très ample, général, puissant et rapide.

Attardons-nous sur la première circonstance. Le boycottage n'est pas une lutte dans le cadre d'une institution donnée mais contre l'apparition ou, plus largement, la réalisation de ladite institution. C'est pourquoi celui qui, comme Plekhanov et bien d'autres mencheviks, a lutté contre le boycottage par des considérations générales sur la nécessité pour un marxiste d'utiliser les institutions représentatives, n'a fait montre en cela que d'un doctrinarisme ridicule. À raisonner ainsi, on n'a fait qu'éluider une question de nature litigieuse en ressassant des vérités indiscutables. Il est indiscutable qu'un marxiste se doit d'utiliser les institutions représentatives. Doit-on conclure de là à l'impossibilité pour un marxiste, en des circonstances déterminées, de vouloir favoriser la lutte contre l'introduction d'une institution et non pas à partir de celle-ci ? Non, car ce raisonnement général ne se rapporte qu'aux cas où il n'y a pas de place pour la lutte contre la naissance d'une telle institution. Là est le litige en ce qui concerne le boycottage : y a-t-il place pour la lutte contre la naissance même de telles institutions ? Plekhanov et Cie par *leurs* arguments contre le boycottage, ont montré qu'ils ne comprenaient pas comment devait se poser le problème.

Continuons. Si le boycottage n'est pas une lutte dans le cadre d'une institution donnée mais contre son introduction, le boycottage de la Douma de Boulyguine fut en outre une lutte contre la mise en application de tout un système d'institutions de type monarcho-constitutionnel. L'année 1905 a montré avec évidence que la possibilité d'une lutte directe des masses par des grèves générales (la vague de grèves après le 9 janvier⁵) et des mutineries (le « Potemkine⁶ »), existe. La lutte révolutionnaire directe des masses est par conséquent un fait qui a existé. D'un autre côté, la loi du 6 août qui tentait d'orienter le mouvement révolutionnaire (dans le sens le plus immédiat et étroit du terme) dans la voie d'une constitution monarchique, est également un fait. Objectivement, la lutte entre l'une et l'autre voie était inévitable : celle de la lutte révolutionnaire directe des masses et celle de la constitution monarchique. Il fallait opérer *le choix de la voie* que la révolution allait emprunter dans son développement; or, ce choix allait dépendre non pas de la volonté de tels ou tels groupements, mais de la force des classes révolutionnaires et contre-révolutionnaires. Cette force, on ne pouvait la mesurer et l'éprouver que dans la lutte. Le mot d'ordre de boycottage de la Douma de Boulyguine fut justement un mot d'ordre de lutte pour la *voie* révolutionnaire directe et contre la voie monarcho-constitutionnelle. Sur la dernière voie la lutte était évidemment possible, et non seulement possible mais inévitable. Avec une constitution monarchique, il est plausible d'envisager la continuation de la révolution et la préparation d'un nouvel élan révolutionnaire; avec une constitution monarchique, la lutte de la social-démocratie révolutionnaire est non seulement possible mais obligatoire; telle vérité première qu'Axelrod et Plekhanov se sont employés à prouver avec tant de zèle et si mal à

propos en 1905, reste vraie. Mais tel n'était pas le problème que posait alors l'histoire : Axelrod ou Plekhanov ont raisonné « en dehors du sujet », ou, en d'autres termes, ils ont remplacé le problème historique que les forces en lutte avaient à résoudre par un problème tiré de la dernière édition d'un manuel social-démocrate allemand. *La lutte pour le choix de la voie à suivre* dans l'avenir immédiat était historiquement inévitable. Est-ce que ce sera l'ancien pouvoir qui convoquera la première institution représentative en Russie et de ce fait mettra la révolution sur la voie monarcho-constitutionnelle pour un certain temps (peut-être très court ou, qui sait, relativement long), ou bien est-ce le peuple qui balayera ou, au pis aller, ébranlera l'ancien pouvoir par un assaut direct, lui ôtera la possibilité d'engager la révolution sur une voie monarcho-constitutionnelle et assurera (toujours pour un temps plus ou moins long) la voie de la lutte révolutionnaire directe des masses ? Voilà la question qu'Axelrod et Plékhanov n'ont pas vue en leur temps et qui s'est posée à l'automne 1905 aux masses révolutionnaires de Russie. La propagande faite par la social-démocratie pour un boycottage actif était une manière de poser le problème, une manière consciente de le poser pour le parti du prolétariat, c'était le mot d'ordre de la lutte pour *le choix de la voie à suivre dans la lutte*.

Les propagandistes du boycottage actif, les bolcheviks, ont compris de façon correcte la question posée objectivement par l'histoire. La lutte d'octobre-décembre 1905⁷ fut effectivement une lutte pour le choix de la voie à suivre dans la lutte. Le succès y fut versatile : le peuple révolutionnaire a eu d'abord le dessus, il a arraché à l'ancien pouvoir la possibilité de mettre sans délai la révolution sur les rails de la monarchie constitutionnelle et créé en remplacement des institutions représentatives de type libéral policier, des *institutions représentatives* de type purement révolutionnaire, les Soviets des députés ouvriers, etc. Cette période fut celle du maximum de liberté, du maximum d'initiative des masses, de l'envergure et de la vigueur maximales du mouvement ouvrier sur un terrain débarrassé par l'assaut du peuple, des institutions monarcho-constitutionnelles, des lois et des combines, durant l'« interrègne », quand l'ancien pouvoir était *déjà* impuissant et que le nouveau pouvoir révolutionnaire du peuple (Soviets des députés ouvriers, paysans et soldats, etc.) n'était *pas encore* assez fort pour remplacer pleinement l'ancien pouvoir. La lutte de décembre a résolu la question dans un autre sens : l'ancien pouvoir a gagné, en refoulant la poussée du peuple, en maintenant sa position. Mais, il va de soi, il n'y avait pas lieu alors de considérer cette victoire comme définitive. L'insurrection de décembre 1905 a eu son prolongement dans toute une série de grèves, d'insurrections isolées et partielles pendant l'été 1906. Le mot d'ordre de boycottage de la Douma de Witte⁸ fut celui de la lutte pour centraliser et généraliser ces insurrections.

Ainsi la première conclusion à tirer de l'examen de l'expérience de la révolution russe dans le boycottage de la Douma de Boulyguine est que le dessous véritable du boycottage était la lutte, mise à l'ordre du jour par l'histoire, pour la voie de développement à suivre dans l'immédiat, la lutte pour savoir si ce serait l'ancien pouvoir ou le nouveau pouvoir du peuple, créé par lui, qui convoquerait la première assemblée représentative en Russie, pour savoir si l'on suivrait une voie révolutionnaire directe ou bien celle (pour un certain temps) de la monarchie constitutionnelle.

Il y a, liée à ceci, une question qui émerge souvent dans les publications et constamment dans les débats sur le sujet qui nous occupe, c'est la question de la simplicité, de la clarté et de la « rectitude » du mot d'ordre de boycottage ainsi que celle d'une évolution unilinéaire ou en zigzags. Le renversement ou, au pis aller, l'affaiblissement et la réduction à l'impuissance de l'ancien pouvoir, la création immédiate de nouveaux organes du pouvoir, c'est certainement la voie la plus *droite*, la plus avantageuse pour le peuple mais qui demande la force la plus

grande. Avec une supériorité de force écrasante, on peut vaincre par une attaque directe menée de front. Avec des forces insuffisantes, il peut être nécessaire d'emprunter les chemins détournés, d'avoir des temporisations, des zigzags, des reculs, etc., etc. La voie de la monarchie constitutionnelle, bien sûr, n'exclut absolument pas la révolution, dont elle prépare et développe *aussi* les éléments de façon indirecte, mais c'est là une voie plus longue et plus tortueuse.

Dans toute la littérature menchevique, en particulier celle de l'année 1905 (jusqu'en octobre), on trouve à tout bout de champ l'accusation de « conduite unilinéaire » faite contre les bolcheviks, des sermons à leur adresse au sujet de la nécessité de compter avec la voie zigzagante empruntée par l'histoire. Ce trait de la littérature menchevique est un exemple de la ratiocination faite pour conduire que les chevaux mangent de l'avoine et que la Volga se jette dans la mer Caspienne, où les rabâchages de ce qui ne prête pas à discussion masquent ce qui est discutable. Que l'histoire avance ordinairement par zigzags, et qu'un marxiste doit savoir tenir compte des détours de l'histoire les plus enchevêtrés et les plus fantasques, c'est indiscutable. Mais cette ruminantion indiscutable ne concerne absolument pas la question de savoir ce que doit faire le marxiste lorsque cette même histoire demande aux forces en lutte de résoudre le problème du choix de la voie directe ou de la voie en zigzags. Lorsque cela arrive, se tenir quitte par des raisonnements sur la tortuosité habituelle de l'histoire, est exactement se transformer en « homme sous cloche de verre⁹ » et se plonger dans la méditation de cette vérité que les chevaux mangent de l'avoine. Et les périodes révolutionnaires sont par excellence celles où justement c'est l'affrontement des forces sociales en lutte dans des intervalles de temps relativement courts qui résout le problème du choix par le pays, pour un temps relativement très long, de la voie directe ou en zigzags. La nécessité de tenir compte de cette dernière voie ne décharge nullement le marxiste de la tâche de savoir expliquer aux masses, aux moments décisifs de l'histoire, qu'il faut accorder la préférence à la voie directe, de savoir aider les masses dans leur lutte pour choisir la voie directe, de savoir donner les mots d'ordre d'une telle lutte et ainsi de suite. Et seuls les philistins incurables et les pédants complètement obtus pourraient, à l'issue de combats historiques décisifs, qui avaient nécessité une voie détournée, ricaner de ceux qui jusqu'au bout avaient lutté pour la voie directe. Cela ressemblerait aux ricanements des historiens-gendarmes allemands dans le genre de Treitschke devant les mots d'ordre et l'intransigeance révolutionnaires de Marx en 1848.

L'attitude du marxisme en ce qui concerne la voie tortueuse de l'histoire est semblable, au fond, à son attitude vis-à-vis des compromis. Chaque zigzag de l'histoire est un compromis, un compromis entre l'ancien, qui n'est plus assez fort pour nier complètement le nouveau, et le nouveau pas encore assez fort pour renverser l'ancien. Le marxisme ne renonce pas d'avance aux compromis; le marxisme considère leur usage indispensable; mais ceci n'exclut nullement que le marxisme, en qualité de force vive et agissante de l'histoire, lutte vigoureusement contre les compromis. Celui qui n'est pas capable d'assimiler cette prétendue contradiction, ne connaît pas l' a b c du marxisme.

Engels a exprimé une fois, d'une manière extrêmement claire et concise, l'attitude du marxisme devant les compromis, notamment dans l'article sur le manifeste des blanquistes de la Commune en fuite (1874)^a où ils écrivaient qu'ils ne toléraient aucun compromis. Engels s'amusa de ce manifeste. Il ne s'agit pas, dit-il, de renoncer à faire usage des compromis *auxquels nous condamnons les circonstances* (ou auxquels les circonstances nous obligent : je

a Cet article est paru dans le recueil allemand *Internationales aus dem « Volksstaat »* (Sur les thèmes internationaux de l'« Etat du Peuple ».- N.R.) Trad. russe : *Articles du Volksstaat*, éd. « Znanija ».

m'excuse auprès du lecteur de devoir citer de mémoire, n'ayant pas la possibilité de consulter le texte). Il s'agit de prendre clairement conscience des véritables buts révolutionnaires du prolétariat et de savoir les poursuivre à travers toutes les circonstances, tous les zigzags et compromis¹⁰.

Ce n'est que de ce point de vue qu'on peut juger de la simplicité, de la rigueur et de la clarté du boycottage en tant que mot d'ordre faisant appel aux masses. Toutes les qualités de ce mot d'ordre que l'on a indiquées ne sont pas bonnes en elles-mêmes, mais seulement dans la mesure où, dans la situation objective à laquelle ce mot d'ordre s'applique, on trouve les conditions d'une lutte pour le choix d'une voie d'évolution directe ou détournée. A l'époque de la Douma de Boulyguine, ce mot d'ordre était le mot d'ordre correct du parti ouvrier, et le seul révolutionnaire, non parce qu'il était le plus simple, le plus droit et le plus clair, mais parce que les circonstances historiques ont alors posé devant le parti ouvrier le problème de sa participation à la lutte pour la voie révolutionnaire simple et directe contre la voie tortueuse de la constitution monarchique.

On se demandera en vertu de quels critères on a décidé qu'on était alors en présence de circonstances historiques particulières ? Quel est le principal indice de cette particularité de l'état de choses objectif qui a fait d'un mot d'ordre simple, droit et clair non une phrase, mais le seul mot d'ordre convenant à une lutte véritable ? C'est ce problème que nous allons maintenant aborder.

②

Lorsqu'on jette un coup d'oeil rétrospectif sur la lutte qui est déjà achevée (du moins dans sa forme directe et immédiate), rien n'est plus aisé, certes, que de faire le compte de tous les indices et symptômes si différents et contradictoires de l'époque. L'issue de la lutte résout tout d'un seul coup et lève très simplement tous les doutes. Mais ce qu'il nous faut déterminer maintenant, ce sont les indices du phénomène qui auraient pu nous aider à démêler la situation *avant* la lutte, puisque nous voulons appliquer à la III^e Douma les leçons de l'expérience historique. Nous avons déjà montré plus haut que la condition du succès du boycottage en 1905 avait été un élan révolutionnaire très ample, général, puissant et rapide. Il faut examiner maintenant, en premier lieu, quel rapport il y a entre l'élan révolutionnaire particulièrement puissant et le boycottage et, en second lieu, quels sont les traits caractéristiques et les signes distinctifs d'un élan particulièrement puissant.

Le boycottage, comme nous l'avons déjà dit, n'est pas une lutte menée à partir d'une institution donnée, mais une lutte contre la naissance de cette institution. Toute institution ne peut être engendrée que par le régime existant, c'est-à-dire le régime du passé. Le boycottage est donc un moyen de lutte dirigé directement vers le renversement de l'ancien régime ou, dans le pire des cas, c'est-à-dire si l'assaut livré est insuffisant pour le renverser, vers un tel affaiblissement du régime qu'il ne puisse garantir la création de cette institution, qu'il ne puisse lui permettre de voir le jour^a. Le boycottage réclame par conséquent pour son succès une lutte directe contre l'ancien régime, des soulèvements contre lui et un refus d'obéissance massif dans bien des cas

a Il s'agit partout dans le texte du boycottage actif, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'une simple abstention de participation aux entreprises de l'ancien régime, mais d'un assaut contre ce régime. Il faut rappeler aux lecteurs qui ne connaissent pas les publications social-démocrates de l'époque du boycottage de la Douma de Boulyguine, que les social-démocrates avaient alors parlé franchement de boycottage actif, s'opposant délibérément au boycottage passif, et mettant même délibérément en rapport le boycottage actif et l'insurrection armée.

(un tel refus d'obéissance massif est l'une des conditions préparant l'insurrection). Le boycottage est le refus de reconnaître l'ancien régime, non pas certes un refus en paroles, mais un refus en actes, c'est-à-dire un refus qui n'apparaît pas seulement dans les appels ou les mots d'ordre des organisations, mais dans un certain mouvement des *masses populaires* qui enfreignent systématiquement les lois de l'ancien pouvoir et créent de nouvelles institutions non légales mais ayant une existence réelle, etc., etc. Le rapport du boycottage avec un large élan révolutionnaire est donc évident : le boycottage est le moyen de lutte le plus décisif qui s'attaque non pas à des formes d'une institution donnée, mais à son existence même. Le boycottage est une déclaration de guerre directe à l'ancien régime, une attaque directe contre lui. En dehors d'un ample élan révolutionnaire, en dehors d'une effervescence massive qui déborde partout pour ainsi dire l'ancienne légalité, il ne peut être question d'aucun succès du boycottage.

En passant au problème du caractère et des signes de l'élan révolutionnaire de l'automne 1905, nous verrons facilement qu'il y eut alors une *offensive* massive et sans relâchement de la révolution, qui harcela, pressa systématiquement l'adversaire. Les répressions au lieu d'affaiblir le mouvement l'amplifièrent tout au contraire. Le 9 janvier souleva une gigantesque vague de grèves, il y eut des barricades à Lodz, la mutinerie du « Potemkine ». Dans la presse, les syndicats, l'enseignement, partout, les cadres légaux institués par l'ancien régime furent violés systématiquement, et pas du tout par les seuls « révolutionnaires », mais aussi par tout un chacun, car l'ancien régime était véritablement affaibli et ses mains décrépités lâchaient réellement les rênes. Le fait que les mots d'ordre des révolutionnaires non seulement ne sont pas restés sans écho, mais ont été en retard sur la vie, est un indice particulièrement frappant et sûr (du point de vue des organisations révolutionnaires) de la puissance de l'élan révolutionnaire. Le 9 janvier, puis les grèves massives et le « Potemkine », ces événements ont devancé les appels directs des révolutionnaires. *Il n'y eut pas en 1905 d'appel* de leur part que les masses eussent accueilli passivement, par le silence et le refus d'engager la lutte. Dans une telle situation le « boycottage venait nécessairement au milieu d'une atmosphère chargée en électricité. Ce mot d'ordre n'« inventait » rien alors, il ne faisait que formuler de façon précise et correcte l'élan révolutionnaire qui allait toujours plus avant vers l'assaut direct. Par contre, ce sont nos mencheviks qui se sont trouvés dans la situation d'« inventeurs », gardant leurs distances vis-à-vis de l'élan révolutionnaire, ils se laissaient entraîner par une promesse creuse du tsar, dans le genre du manifeste ou de la loi du 6 août, et prenaient au sérieux le tournant *promis* vers une voie monarcho-constitutionnelle. Les mencheviks (et Parvus) élaboraient alors leur tactique non sur la base d'un élan révolutionnaire très ample, puissant et rapide, mais sur la base d'une promesse faite par le tsar d'un tournant monarcho-constitutionnel. Il n'est pas étonnant qu'une telle tactique se soit révélée d'un opportunisme ridicule et piteux. Il n'est pas étonnant que dans tous les raisonnements mencheviques sur le boycottage on évite maintenant avec soin l'analyse du boycottage de la Douma de Boulyguine, c'est-à-dire de la plus importante expérience de boycottage de la révolution. Mais c'est peu que de reconnaître cette erreur, probablement la plus grosse de la tactique menchevique dans la révolution. Il faut encore comprendre clairement que la source de cette erreur a été l'incompréhension de la situation *objective*, qui faisait de l'élan révolutionnaire une réalité et du tournant monarcho-constitutionnel une vaine promesse policière. Ce n'est pas parce qu'ils ont abordé le problème sans état d'esprit révolutionnaire subjectif que les mencheviks ont eu tort, mais parce que ces piètres révolutionnaires ont été en retard dans leurs idées sur la situation révolutionnaire objective. Il est facile de confondre l'une et l'autre cause de l'erreur des mencheviks, mais c'est inadmissible pour un marxiste.

3

Le rapport du boycottage avec les conditions historiques particulières de la période de la révolution russe en question doit être examiné encore sous un autre aspect. Quel fut le contenu politique de la campagne social-démocrate pour le boycottage à l'automne 1905 et au printemps 1906 ? Le contenu de cette campagne ne consistait pas, naturellement, à répéter le mot boycottage ou à appeler à ne pas participer aux élections. Ce contenu n'est pas épuisé non plus par les appels à un assaut direct ignorant les voies détournées et en zigzags proposées par l'autocratie tsariste. Il y avait en outre, plutôt bien au centre de toute l'agitation, pour le boycottage qu'à côté, la lutte contre les illusions constitutionnelles. Cette lutte fut en vérité la force vive du boycottage. Rappelez-vous les discours des partisans du boycottage et tout leur travail d'agitation, jetez un regard sur leurs principales résolutions, et vous en serez convaincus.

Il n'a jamais été donné aux mencheviks de comprendre cet aspect du boycottage. Il leur a toujours semblé que la lutte contre les illusions constitutionnelles à l'époque du constitutionnalisme naissant était un non-sens, une absurdité, de l'« anarchisme ». Et dans les discours du congrès de Stockholm¹¹, en particulier, on s'en souvient dans les discours de Plekhanov, ce point de vue des mencheviks est exprimé nettement, sans parler de leurs publications.

A première vue, la position des mencheviks dans cette question pourrait paraître aussi péremptoire que la position de quelqu'un qui, avec suffisance, enseignerait à ses proches que les chevaux mangent de l'avoine. A l'époque du constitutionnalisme naissant prôner la lutte contre les illusions constitutionnelles ! Est-ce que ce n'est pas de l'anarchisme ? Est-ce que ce n'est pas pur fantasme ?

La banalisation du problème, produite par un appel spécieux au simple bon sens dans les raisonnements de ce genre, vient du fait qu'on passe sous silence une période particulière de la révolution russe, *qu'on oublie le boycottage de la Douma de Boulyguine*, qu'on substitue aux étapes franchies par notre révolution une définition générale de notre révolution dans son ensemble, passée et à venir, comme une révolution qui engendre le constitutionnalisme. Voilà un échantillon de non-observation de la méthode du matérialisme dialectique par des gens qui, comme Plekhanov, ont parlé de cette méthode avec le plus d'emphase.

Oui, notre révolution bourgeoise, dans son ensemble, comme toute révolution bourgeoise, est en fin de compte un processus de création d'un régime constitutionnel, et rien de plus. Cela est vrai. C'est une vérité utile pour démasquer les allures quasi socialistes de l'un ou l'autre des programmes, théories, tactiques, etc., des démocrates bourgeois. Mais saurez-vous tirer quoi que ce soit d'utile de cette vérité pour savoir vers quel constitutionnalisme le parti ouvrier doit conduire le pays à l'époque de la révolution bourgeoise ? Pour savoir *comment exactement* le parti ouvrier doit lutter pour un constitutionnalisme déterminé (et notamment républicain) dans telles ou telles périodes de la révolution ? Non. La vérité chérie d'Axelrod et de Plekhanov est d'aussi piètre utilité pour vous éclairer sur ces problèmes que la conviction que les chevaux mangent de l'avoine l'est pour faciliter le choix d'un cheval convenable et apprendre à le monter.

La lutte contre les illusions constitutionnelles, disaient les bolcheviks en 1905 et au début de 1906, doit devenir le mot d'ordre du moment, car c'est justement la période où la situation objective donne à résoudre aux forces sociales en lutte la question de savoir si ce sont la voie directe de la lutte révolutionnaire immédiate et les institutions représentatives, créées immédiatement par la révolution sur la base de la démocratie la plus complète, qui

trionpheront dans un proche avenir, ou si c'est la voie détournée et tortueuse de la constitution monarchique et des institutions policières « constitutionnelles » (entre guillemets !) du type de la « Douma ».

La situation objective a-t-elle réellement soulevé cette question, ou bien celle-ci a-t-elle été « imaginée » par des bolcheviks en mal de théorie ? L'histoire de la révolution russe a déjà répondu.

La lutte d'octobre 1905 était déjà une lutte contre une orientation de la révolution sur la voie monarcho-constitutionnelle. La période d'octobre à décembre a été la période où fut réalisé le constitutionnalisme prolétarien, véritablement démocratique, large, hardi et libre, expression réelle de la volonté populaire, à la différence du pseudo-constitutionnalisme de la constitution de Doubassov et de Stolypine¹². La lutte révolutionnaire au nom d'un véritable constitutionnalisme démocratique (c'est-à-dire existant sur un terrain totalement débarrassé de l'ancien régime et de toutes les vilenies qui s'y rattachent) exigeait un combat des plus résolus contre l'appâtement du peuple par la constitution policière monarchique. C'est cette chose si simple que n'ont absolument pas su comprendre les social-démocrates opposés au boycottage.

Deux périodes nous apparaissent maintenant avec une clarté absolue dans l'évolution de la révolution russe. La période de montée révolutionnaire (1905) et celle de déclin (1906-1907). La période de l'épanouissement maximal de l'initiative populaire, des organisations larges et libres de toutes les classes de la population, de la liberté maximale de la presse, du refus maximal par le peuple de reconnaître l'ancien régime, ses institutions et ses ordres, et tout ceci en l'absence de tout constitutionnalisme reconnu bureaucratiquement et codifié formellement dans des statuts ou des règlements. Puis l'évolution la plus réduite et le déclin incessant de l'initiative et de l'organisation du peuple, de la presse libre, etc., avec, composée par Doubassov et Stolypine, reconnue par Doubassov et Stolypine, protégée par Doubassov et Stolypine, la - Dieu me pardonne - « constitution ».

Maintenant que l'on voit si bien, si simplement et clairement ce qu'il y a *derrière* nous, il ne se trouvera peut-être pas un seul pédant pour prendre le parti de nier la légitimité et la nécessité de la lutte révolutionnaire du prolétariat contre l'orientation des événements sur une voie monarcho-constitutionnelle, la légitimité et la nécessité de la lutte contre les illusions constitutionnelles.

Il ne se trouve en vérité à l'heure actuelle pas un seul historien sensé qui ne diviserait la marche de la révolution russe de 1905 à l'automne 1907 en ces deux périodes : une période d'élan « anticonstitutionnel » (si l'on me permet cette expression) et une période de déclin « constitutionnel »; une période de conquête et de réalisation par le peuple d'une liberté sans constitutionnalisme policier (monarchique) et une période d'oppression et d'étouffement de la liberté populaire au moyen de la « constitution » monarchique.

Maintenant, la période des illusions constitutionnelles, la période de la I^o et de la II^o Douma, accuse à nos yeux des traits parfaitement nets, et il n'est plus difficile de comprendre la signification de la lutte *d'alors* des révolutionnaires social-démocrates contre les illusions constitutionnelles. Mais *alors*, en 1905, et au début de 1906, ni les libéraux dans le camp de la bourgeoisie, ni les mencheviks dans le camp du prolétariat, ne le comprenaient.

Et la période de la I^o et de la II^o Douma fut dans tous les sens et sous tous les rapports une période d'illusions constitutionnelles. La promesse solennelle : « aucune loi n'entrera en vigueur sans la sanction de la Douma d'Etat » ne fut pas trahie pendant cette période. Donc, la constitution existait sur papier et attendrissait en permanence toutes les âmes serviles des cadets russes¹³. Et Doubassov et Stolypine mettaient à l'épreuve durant cette période la

constitution russe, en faisaient l'« essai », s'efforçant de l'accorder et de l'adapter à l'ancienne autocratie. Ils étaient, semblait-il, les gens les plus puissants de cette époque, MM. Doubassov et Stolypine, ils œuvraient de leur mieux à transformer l'« illusion » en réalité. Mais l'illusion se révéla illusion. La justesse du mot d'ordre de la social-démocratie révolutionnaire a été totalement confirmée par l'histoire. Mais il n'y a pas que les Doubassov et les Stolypine qui aient essayé de réaliser la « constitution », il n'y a pas que les valets cadets qui l'aient vantée et qui se soient servilement mis en quatre (tel M. Roditchev à la I^o Douma) en montrant que le monarque est irresponsable, et qu'il serait insolent de le considérer responsable des pogroms. Non. Les larges masses populaires aussi, assurément, croyaient encore à un degré plus ou moins grand, à la « constitution » pendant cette période, croyaient à la Douma, en dépit des mises en garde de la social-démocratie.

On peut dire que la période des illusions constitutionnelles dans la révolution russe fut une période d'engouement national pour le fétiche bourgeois, tout comme des nations occidentales entières s'engouent parfois pour le fétiche du nationalisme bourgeois, de l'antisémitisme, du chauvinisme, etc. Et le mérite de la social-démocratie est d'avoir été la seule à ne pas s'être laissé berné par la bourgeoisie, la seule à l'époque des illusions constitutionnelles à avoir constamment déployé le drapeau de la lutte contre ces illusions.

Mais pourquoi, se demande-t-on à présent, le boycottage s'est-il révélé le moyen spécifique de lutte contre les illusions constitutionnelles ?

Il y a dans le boycottage un trait qui d'emblée rebute involontairement tout marxiste. Boycoter les élections c'est s'écarter du parlementarisme, cela signifie refus, passivité, abstention. Tel était le point de vue de Parvus, qui n'avait étudié que des exemples allemands, quand il se déchaînait aussi furieusement que sans succès à l'automne 1905, et tentait de montrer que le boycottage actif est une mauvaise chose lui aussi, *puisqu'il s'agit encore de boycottage...* C'est jusqu'à maintenant le point de vue de Martov, qui n'a rien appris de la révolution et qui, de plus en plus, se transforme en libéral : il montre avec son dernier article du *Tovarichtch*¹⁴ son incapacité à seulement poser le problème comme il convient à un social-démocrate révolutionnaire.

Ce trait du boycottage particulièrement antipathique, dirons-nous, pour les marxistes s'explique parfaitement par les circonstances de l'époque qui a engendré un tel moyen de lutte. La I^o Douma monarchique, la Douma de Boulyguine, était un appât qui devait détourner le peuple de la révolution. L'appât était un mannequin revêtu du manteau constitutionnaliste. Chacun était enclin à mordre à l'hameçon. Celui-ci de par ses intérêts égoïstes de classe, celui-là par bêtise, tous étaient portés à s'accrocher au mannequin de la Douma de Boulyguine, puis de celle de Witte. Tous étaient charmés, tous avaient une foi sincère. La participation aux élections n'était pas le simple accomplissement usuel des devoirs habituels des citoyens. C'était la consécration de la constitution monarchique. C'était le passage de la vole révolutionnaire directe à la voie monarcho-constitutionnelle.

La social-démocratie *devait* à un tel moment déployer sa protestation et sa mise en garde de la façon la plus énergique et démonstrative possible. Et cela signifiait justement qu'on renonçait à participer, qu'on n'allait pas voter soi-même et qu'on en dissuadait le peuple, qu'on lançait un appel à partir à l'assaut de l'ancien régime *au lieu* de travailler sur le terrain de l'institution créée par ce régime. L'engouement national pour le fétiche policier bourgeois de la monarchie « constitutionnelle » exigeait de la part de la social-démocratie, comme parti du prolétariat, une « démonstration » aux yeux de tout le peuple de ses points de vue qui s'opposaient à ce

fétiche et le démasquaient; cet engouement exigeait qu'on luttât de toutes ses forces contre la réalisation des institutions qui incarnaient ce fétichisme.

Voilà la pleine justification historique, non seulement du boycottage de la Douma de Boulyguine qui fut couronné d'un succès immédiat, mais aussi du boycottage de la Douma de Witte qui s'est *apparemment* soldé par un échec. On voit maintenant pourquoi ce ne fut qu'un *semblant* d'échec, pourquoi la social-démocratie devait *jusqu'à la fin* maintenir sa protestation contre une orientation monarcho-constitutionnelle de notre révolution. Cette orientation a abouti *en fait* à une *impasse*. Les illusions sur la constitution monarchique n'ont été qu'un ornement pour donner le change, un prélude permettant de préparer la suppression de la « constitution » par l'ancien régime...

Nous avons dit que la social-démocratie avait dû jusqu'à la fin maintenir sa protestation contre la suppression de la liberté au moyen de la « constitution ». Que signifie ce « jusqu'à la fin » ? Cela signifie : tant que l'institution contre laquelle les social-démocrates se battaient ne fut pas effective en dépit des social-démocrates; tant que l'orientation de la révolution russe vers la monarchie constitutionnelle marquant inévitablement le déclin, la défaite de la révolution (pour un certain temps) ne fut pas effective en dépit des social-démocrates. La période des illusions constitutionnelles fut une tentative de compromis. Nous avons lutté et devons lutter de toutes nos forces contre lui. Il nous a fallu aller à la II^o Douma, il nous a fallu compter avec le compromis, une fois que les circonstances nous l'eurent imposé contre notre volonté, en dépit de nos efforts, au prix de l'échec de notre lutte. Pour combien de temps, c'est, bien sûr, une autre question.

Quelle conclusion ressort de tout cela pour le boycottage de la III^o Douma ? Celle, peut-être, que le boycottage, indispensable au début de la période des illusions constitutionnelles, l'est aussi à la fin de cette période ? Ce serait un « jeu de l'esprit » dans le ton de la « sociologie analogique », et non une conclusion sérieuse. Le contenu du boycottage au début de la révolution russe ne peut plus s'y trouver maintenant. On ne peut aujourd'hui ni prévenir le peuple contre les illusions constitutionnelles ni lutter contre l'orientation de la révolution vers l'impasse de la monarchie constitutionnelle. Il ne peut y avoir dans le boycottage la force vive qui s'y trouvait avant. S'il y a boycottage, il aura en tout état de cause une autre signification, il aura un *autre* contenu politique.

Il y a plus. L'originalité historique du boycottage que nous avons examinée fournit un argument contre le boycottage de la III^o Douma. A l'époque du début du tournant constitutionnel, l'attention de la nation entière était fixée inévitablement sur la Douma. Avec le boycottage nous luttons et devons lutter contre cette attention fixée dans la direction d'une impasse, contre l'engouement qui était le résultat de l'ignorance, de l'inculture, de la faiblesse ou du calcul intéressé contre-révolutionnaire. Il ne peut être question maintenant d'aucun engouement non seulement national, mais même tant soit peu large pour la Douma en général ou pour la III^o Douma. De ce point de vue le boycottage n'est pas nécessaire.

4

Il faut donc chercher les conditions d'application du boycottage dans la situation objective du moment donné. En comparant, de ce point de vue, l'automne 1907 et l'automne 1905, on ne peut qu'aboutir à la conclusion qu'il ne serait pas fondé de proclamer le boycottage actuellement. Du point de vue du rapport entre la voie révolutionnaire directe et les « zigzags » de la monarchie constitutionnelle, du point de vue de l'élan des masses, du point de vue de

la tâche spécifique qui est de lutter contre les illusions constitutionnelles, la situation actuelle se distingue de façon radicale de ce qu'elle était il y a deux ans.

Alors, l'orientation de l'histoire vers une monarchie constitutionnelle n'était rien de plus qu'une promesse policière. Aujourd'hui, cette orientation est un fait. Refuser de le reconnaître franchement serait faire preuve d'une peur ridicule de la vérité. Et ce serait une erreur que de déduire de l'admission de ce fait que la révolution russe est terminée. Non. Il n'est pas encore fondé d'arriver à cette dernière conclusion. Le marxiste doit lutter pour que la révolution évolue en ligne droite, quand cette lutte est dictée par la situation objective, mais cela ne signifie pas, nous le répétons, qu'il ne faille pas tenir compte de l'orientation en zigzags qui existe déjà en fait. Sous cet aspect, la marche de la révolution russe est tout à fait nette. Au début de la révolution nous voyons une montée courte mais inhabituellement large, et rapide à donner le vertige. Ensuite nous voyons un déclin extrêmement lent mais inexorable, à partir de l'insurrection de décembre 1905. D'abord une période de lutte révolutionnaire directe des masses, ensuite une période d'orientation monarcho-constitutionnelle.

Cela signifie-t-il que cette dernière orientation sera définitive ? Que la révolution est terminée et qu'une période « constitutionnelle » s'est établie ? Qu'il n'est pas fondé d'attendre une nouvelle montée révolutionnaire ni d'en *préparer* une ? Qu'il faut jeter par-dessus bord le caractère républicain de notre programme ?

Il n'en est rien. Seuls de vulgaires libéraux dans le genre de nos cadets sont capables de faire de telles conclusions, sont prêts à justifier leur servilisme et leur obséquiosité avec les premiers arguments qui leur tombent sous la main. Non, cela signifie seulement qu'en défendant tout notre programme, et *toutes* nos conceptions révolutionnaires, nous devons conformer nos appels directs à la situation objective du moment. En prônant que la révolution est inévitable, en préparant systématiquement et de manière incessante un stock de matière inflammable dans tous les domaines, en sauvegardant dans ce but avec soin les traditions de la meilleure époque de notre révolution, en les cultivant, en les débarrassant des parasites libéraux, nous ne renonçons pas en même temps à travailler prosaïquement sur la prosaïque voie de la monarchie constitutionnelle. Un point c'est tout. Nous devons préparer une nouvelle et ample montée révolutionnaire, mais il n'y a aucune raison pour nous fourrer dans un boycottage sans y regarder à deux fois.

Le boycottage, comme nous l'avons déjà dit, ne peut avoir de sens en Russie en ce moment que s'il est *actif*. Cela signifie non pas un refus passif de participer aux élections, mais le mépris des élections au profit d'un assaut direct. Le boycottage dans ce sens équivaut inévitablement à *l'appel* à l'offensive la plus énergique et la plus résolue. Est-on en présence, à l'heure actuelle, d'une montée révolutionnaire ample et générale sans laquelle un appel semblable n'aurait pas de sens ? Evidemment non.

En général, en ce qui concerne les « appels », la différence sous ce rapport entre la situation actuelle et l'automne 1905 est particulièrement nette. Comme nous l'avons déjà montré, il n'y a pas eu alors, pour toute l'année qui précéda, un seul mot d'ordre que la masse eût accueilli en silence. L'énergie de l'offensive des masses était en avance sur les appels des organisations. Nous nous trouvons actuellement dans une période de pause de la révolution, où *toute une série d'appels* est restée systématiquement *sans écho dans les masses*. Il en fut ainsi avec l'appel à balayer la Douma de Witte (début 1906), avec l'appel à l'insurrection après la dissolution de la I^o Douma (été 1906), avec l'appel à la lutte en réponse à la dissolution de la II^o Douma et au coup d'Etat du 3 juin 1907. Voyez le feuillet de notre Comité central au sujet de ces derniers événements¹⁵. Vous y trouverez un appel direct à la lutte sous la forme

applicable selon les conditions locales (manifestations, grèves, lutte déclarée contre la force armée de l'absolutisme). C'était un appel verbal. Les insurrections armées de juin 1907 à Kiev et dans la flotte de la mer Noire furent des appels par l'action. Ni l'un ni l'autre appel n'a eu d'écho dans les masses. Si les manifestations les plus drues et les plus directes de l'assaut réactionnaire contre la révolution - la dissolution de deux Doumas et un coup d'État - n'ont provoqué en leur temps aucune réplique, sur quoi serait fondé dans l'immédiat un nouvel appel sous la forme d'un mot d'ordre de boycottage ? N'est-il pas clair que la situation objective est telle que le « mot d'ordre » ainsi lancé risque de faire son creux ? Quand la lutte bat son plein, qu'elle s'étend, grandit, s'élève de partout, alors le « mot d'ordre » est juste et nécessaire, alors l'appel à la lutte est le devoir du prolétariat révolutionnaire. Mais on ne peut ni inventer cette lutte ni la provoquer par un seul appel. Et quand une série d'appels à la lutte qui avaient porté en des circonstances plus immédiates sont restés sans résultats, nous devons naturellement chercher des bases sérieuses pour « lancer » un mot d'ordre qui serait dénué de sens en dehors de conditions d'application des appels à la lutte.

Celui qui veut convaincre le prolétariat *social-démocrate* de la justesse du mot d'ordre de boycottage ne doit pas se laisser attirer par la seule résonance de mots qui ont joué en leur temps un rôle révolutionnaire insigne. Il doit réfléchir aux conditions objectives d'application d'un tel mot d'ordre et comprendre que le lancer signifie déjà que l'on suppose de manière indirecte la présence des conditions d'un élan révolutionnaire ample, général, puissant et rapide. Mais dans des périodes comme celle que nous vivons, dans une période de pause révolutionnaire momentanée, on ne peut en aucun cas supposer, fût-ce indirectement, de telles conditions. Il faut en avoir nettement conscience et que cela soit clair pour chacun et pour toute la classe ouvrière. Autrement on risque de tomber dans la situation de quelqu'un qui emploie les grands mots, sans avoir conscience de leur véritable signification ou qui ne se résout pas à nommer les choses par leur nom sans ambages.

5

Le boycottage appartient à une des meilleures traditions révolutionnaires de la période la plus riche en événements, la plus héroïque de la révolution russe. Nous avons dit plus haut que l'un de nos objectifs est de garder avec soin ces traditions, de les cultiver, de les débarrasser des parasites libéraux (et opportunistes). Il nous faut analyser quelque peu cet objectif, pour en déterminer la nature et éviter les malentendus et fausses interprétations possibles.

Le marxisme diffère de toutes les autres théories socialistes en ce qu'il allie de façon remarquable la pleine lucidité scientifique dans l'analyse de la situation objective et de l'évolution objective, à la reconnaissance on ne peut plus catégorique du rôle de l'énergie, de la création et de l'initiative révolutionnaires des masses, et aussi, naturellement, des individus, groupements, organisations ou partis qui savent découvrir et réaliser la liaison avec telles ou telles classes. La haute appréciation donnée aux périodes révolutionnaires dans le développement de l'humanité découle de l'ensemble des conceptions historiques de Marx c'est dans ces périodes que se résolvent les multiples contradictions qui s'accumulent lentement dans les périodes dites d'évolution pacifique. C'est dans ces périodes qu'apparaît avec le plus de force le rôle direct des différentes classes dans la détermination des formes de la vie sociale, que se créent les fondements de la « superstructure » politique, laquelle se maintient longtemps ensuite sur la base de rapports de production rénovés. A la différence des théoriciens de la bourgeoisie libérale, c'est justement dans ces périodes que Marx voyait non pas clés déviations par rapport à la marche « normale », des symptômes de « maladie sociale

», de tristes résultats d'excès et d'erreurs, mais les moments les plus vitaux, les plus importants, essentiels et décisifs de l'histoire des sociétés humaines. Dans l'activité même de Marx et d'Engels, la période de leur participation à la lutte révolutionnaire des masses de 1848-1849 se détache comme un point central. C'est de là qu'ils partent pour définir les destinées du mouvement ouvrier et de la démocratie des différents pays. C'est là qu'ils reviennent constamment pour définir la nature interne des différentes classes et de leurs tendances sous l'aspect le plus manifeste et le plus net. C'est toujours en partant de cette époque-là, de l'époque révolutionnaire, qu'ils jugent les formations politiques ultérieures, moins importantes, les organisations, les objectifs et les conflits politiques. Ce n'est pas sans raison que les chefs intellectuels du libéralisme, tel Sombart, détestent de toute leur âme ce trait de la vie et de l'œuvre de Marx, en le mettant sur le compte du « caractère aigri de l'émigrant ». Voilà qui est bien des pions de la science universitaire bourgeoise et policière, que de réduire à une aigreur personnelle, aux ennuis personnels de leur situation d'émigrants, ce qui est chez Marx et chez Engels la partie la plus indissociable de toute leur philosophie révolutionnaire !

Dans une de ses lettres à Kugelmann, je crois, Marx jette en passant une remarque bien caractéristique et intéressante pour le sujet qui nous occupe. Il note que la réaction a réussi en Allemagne à éliminer presque complètement de la conscience populaire le souvenir et les traditions de l'époque révolutionnaire de 1848¹⁶. Il met en relief les buts opposés de la réaction et du parti du prolétariat en ce qui concerne les traditions révolutionnaires d'un pays. Le but de la réaction est d'extirper ces traditions et de représenter la révolution comme « un vent de folie », expression de Strouvé pour traduire *Das tolle Jahr* (*l'année folle*, expression utilisée par les historiens allemands à mentalité bourgeoise et policière, et que l'on trouve même dans l'historiographie universitaire allemande en général pour parler de 1848). Le but de la réaction est de faire oublier à la population les formes de lutte, les formes d'organisation, les idées, les mots d'ordre engendrés en si grand nombre et avec une si grande variété par l'époque révolutionnaire. De même que les Webb, ces louangeurs obtus de la bourgeoisie anglaise, s'appliquent à représenter le chartisme¹⁷, époque révolutionnaire du mouvement ouvrier anglais, comme un simple enfantillage, un « péché de jeunesse », une naïveté qui ne mérite pas une attention sérieuse, une déviation anormale et accidentelle, de même les historiens bourgeois allemands traitent l'année 1848 en Allemagne. La réaction se comporte pareillement envers la Révolution française, qui montre sa vitalité et la force de son influence sur l'humanité par la haine farouche qu'elle provoque jusqu'à nos jours. De la même manière nos héros de la contre-révolution, en particulier les « démocrates » d'hier dans le genre de Strouvé, Milioukov, Kizevetter et *tutti quanti* rivalisent entre eux pour bafouer les traditions révolutionnaires de la révolution russe. Deux ans à peine se sont écoulés depuis que la lutte directe des masses prolétariennes conquerrait cette parcelle de liberté qui enthousiasme les serfs libéraux de l'ancien régime et, parmi nos publicistes, il s'est déjà créé un grand courant s'intitulant *libéral* (!!), cultivé dans la presse cadette et consacré uniquement à ce but : présenter notre révolution, les méthodes de lutte révolutionnaires, les mots d'ordre révolutionnaires, les traditions révolutionnaires comme quelque chose de bas, de primitif, de naïf, de spontané, d'insensé, etc... et même de criminel... De Milioukov à Kamychanski, *il n'y a qu'un pas*^a ! Au contraire, les succès de la réaction, qui a commencé par chasser le peuple des Soviets des députés ouvriers et paysans pour le pousser dans les Doumas de Doumassov et Stolypine, et qui maintenant le pousse dans la Douma des octobristes, apparaissent aux héros du libéralisme russe comme un « processus de croissance de la conscience *constitutionnelle* en Russie ».

a En français dans le texte. (N.R.)

La social-démocratie russe a incontestablement le devoir d'étudier avec un soin extrême et sous tous ses aspects notre révolution, de faire connaître aux masses tous ses procédés de lutte, ses formes d'organisation, etc. ; de consolider ses traditions révolutionnaires dans le peuple ; d'enraciner dans les esprits cette conviction que la lutte révolutionnaire est le seul et unique moyen d'obtenir des améliorations tant soit peu sérieuses et durables ; de démasquer sans répit toute la bassesse de ces présomptueux libéraux qui corrompent l'atmosphère sociale par les miasmes de la servilité « constitutionnelle », de la trahison et de la lâcheté à la Moltchaline. Une seule journée de la grève d'octobre ou de l'insurrection de décembre compte cent fois plus dans l'histoire de la lutte pour la liberté que des mois de discours serviles de cadets à la Douma sur le monarque irresponsable et le régime de la monarchie constitutionnelle. Nous devons veiller et, sauf nous, il n'y aura personne pour le faire, à ce que le peuple connaisse ces journées pleines de vie, riches de contenu et grandes par leur signification et par leurs effets, d'une façon bien plus détaillée et plus approfondie que ces mois d'asphyxie « constitutionnelle » et de prospérité à la Balalaïkine-Moltchaline¹⁸, sur lesquels, avec la complicité bienveillante de Stolypine et de sa suite de gendarmes et de censeurs, se répandent en louanges notre presse de parti libérale et les journaux « démocratiques » (oh ! oh !) sans-parti.

Il est hors de doute que chez beaucoup de gens les sympathies pour le boycottage proviennent précisément du désir très louable des révolutionnaires de maintenir la tradition du meilleur passé révolutionnaire, et d'animer le triste marais de la grisaille journalière par la flamme d'une lutte courageuse, déclarée et décisive. Mais c'est justement par souci des traditions révolutionnaires qui nous sont chères, que nous devons protester énergiquement contre l'idée que l'application d'un mot d'ordre d'une certaine époque historique puisse bel et bien susciter les conditions majeures de cette époque. Une chose est de conserver les traditions de la révolution, de savoir les mettre à profit pour une propagande et une agitation continuelles, pour faire connaître à la masse les conditions de la lutte directe et offensive contre la vieille société ; mais répéter un mot d'ordre arraché à l'ensemble des conditions qui lui donnèrent naissance et assurèrent son succès, pour l'appliquer à des conditions essentiellement différentes, en est une autre.

Marx, qui appréciait hautement les traditions révolutionnaires et flagellait sans pitié ceux qui les traitaient en renégats ou en philistins, demandait en même temps aux révolutionnaires de savoir *penser*, de savoir *analyser* les conditions d'application des vieilles méthodes de lutte au lieu de répéter tout simplement les mots d'ordre connus. Les traditions « nationales » de 1792 en France resteront peut-être à jamais le *modèle* de certaines méthodes de lutte révolutionnaires, mais cela n'a pas empêché Marx en 1870, dans la fameuse *Adresse* de l'Internationale, de mettre en garde le prolétariat français contre une transposition erronée de ces traditions dans une époque différente¹⁹.

Chez nous, il en va de même. Nous devons étudier les conditions de l'application du boycottage, enraciner dans les masses cette idée que le boycottage est une tactique tout à fait légitime, quelquefois même indispensable, aux moments d'essor révolutionnaire (quoi qu'en disent les pédants qui se réclament en vain de Marx). Mais sommes-nous en présence de cet essor, condition essentielle de la proclamation du boycottage, voilà une question qu'il faut savoir poser indépendamment et résoudre par une sérieuse analyse des faits. Notre devoir est de préparer autant que nous le pouvons l'avènement à cet essor, de ne pas nous interdire d'avance un boycottage à un moment opportun ; mais, considérer le mot d'ordre du boycottage comme applicable en général à toute assemblée représentative mauvaise ou très mauvaise serait, sans contestation possible, une erreur.

Rappelez-vous les motifs par lesquels on défendait et prouvait la nécessité du boycottage pendant les « journées de liberté », et vous verrez du coup l'impossibilité de transporter purement et simplement ces arguments dans la situation actuelle.

La participation aux élections abaisse le moral, livre une position à l'ennemi, dérouté le peuple révolutionnaire, facilite l'entente entre le tsarisme et la bourgeoisie contre-révolutionnaire, etc., disions-nous en défendant le boycottage en 1905 et au commencement de la prémisses essentielle de 1906. Quelle est la prémisses essentielle de ces arguments ? Si elle n'a pas toujours été exprimée, elle était toujours sous-entendue, comme une chose qui *dans ce temps* allait de soi. Cette prémisses, c'est la riche énergie révolutionnaire des masses, se cherchant et se trouvant des issues *directes* en dehors de tous les canaux « constitutionnels ». Cette prémisses, c'est *l'offensive* ininterrompue de la révolution contre la réaction, offensive qu'il aurait été criminel d'affaiblir en occupant et en défendant une position livrée exprès par l'ennemi pour ralentir la poussée générale. Essayez de répéter ces arguments *en dehors* de cette prémisses essentielle, et vous sentirez immédiatement la fausse note de toute votre « musique », la fausseté du ton fondamental.

Il serait non moins vain de vouloir justifier le boycottage par la différence entre la II^o et la III^o Douma. Trouver une différence sérieuse, fondamentale entre les cadets (qui à la II^o Douma ont définitivement livré le peuple aux Cent-Noirs²⁰) et les octobristes²¹, attacher une importance quelque peu réelle à la fameuse « constitution », déchirée par le coup d'Etat du 3 juin, cela relève bien plus d'un démocratisme vulgaire que de la social-démocratie révolutionnaire. Nous avons toujours dit, affirmé, répété que la « constitution » de la I^o et de la II^o Douma n'était qu'un mirage que le bavardage des cadets ne servait qu'à masquer leur « octobriste », que la Douma était absolument inapte à satisfaire les revendications du prolétariat et des paysans. Pour nous, le 3 juin 1907 est le résultat naturel et inévitable de la défaite de décembre 1905. Nous n'avons jamais été « enchantés » par les charmes de la constitution des Doumas, nous ne pouvons donc pas être désenchantés outre mesure par la transition d'une réaction maquillée, assaisonnée de la phraséologie des Roditchev, à une réaction déclarée, brutale, sans voile. Peut-être même cette dernière est-elle un moyen bien plus efficace de dégriser tous ces stupides libéraux débridés ou les groupes de la population qu'ils ont désorientés.

Comparez la résolution menchevique de Stockholm et la résolution bolchevique de Londres sur la Douma d'Etat. Vous verrez que la première est emphatique, bourrée de phrases et de mots sonores sur le rôle de la Douma et la portée de son œuvre. La seconde est simple, sèche, lucide, modeste. La première résolution est imprégnée d'un enthousiasme petit-bourgeois pour le mariage de la social-démocratie avec le constitutionnalisme (« un nouveau pouvoir sorti du sein de la nation », etc., toujours dans cette même veine d'hypocrisie officielle) ; la deuxième dit en substance : puisque cette damnée contre-révolution nous a relégués dans cette maudite porcherie, nous travaillerons encore pour le bien de la révolution, sans pleurnicherie, et aussi sans vantardise.

En défendant la Douma contre le boycottage dans la période de lutte révolutionnaire directe, les mencheviks se sont pour ainsi dire engagés devant le peuple à ce que la Douma soit une sorte d'instrument de révolution. Et ils ont solennellement failli à cet engagement. Nous, bolcheviks si nous nous sommes engagés, c'est seulement à prouver que la Douma est une engeance infernale de la contre-révolution et qu'on ne peut en attendre aucun avantage sérieux. Jusqu'ici les événements ont parfaitement confirmé notre point de vue, et l'on peut être sûr qu'ils continueront à le faire. Sans « corriger » la stratégie d'octobre-décembre, sans la renouveler sur la base de faits nouveaux il ne saurait être question de liberté en Russie.

C'est pourquoi, lorsqu'on me dit : « On ne peut pas se servir de la III^e Douma comme de la seconde, on ne peut pas expliquer aux masses la nécessité d'y prendre part », j'ai envie de répondre : si l'on entend le terme « se servir » à la manière grandiloquente des mencheviks, c'est-à-dire si l'on considère la Douma comme un « instrument » de la révolution, etc., alors évidemment c'est impossible. Mais les deux premières Doumas ont été en réalité de simples échelons conduisant à la Douma octobriste et cependant nous nous en sommes servis pour le but simple et modeste^a (propagande et agitation critique et explication de la situation aux masses) en vue duquel nous saurons toujours exploiter même les pires institutions représentatives. Un discours à la Douma ne provoquera aucune « révolution » et la propagande à *propos de la Douma* ne se distingue par aucune qualité spéciale, mais la

a Cf. dans le *Prolétari* (de Genève), 1905, l'article sur le boycottage de la Douma de Boulyguine (voir *Œuvres*, t. 9, pp. 181-189, N.R.) où il est dit que nous ne nous interdisons pas son utilisation en général, mais que nous avons pour le moment un autre objectif en vue : la lutte pour la voie révolutionnaire directe. Cf, également dans le numéro 1 de 1906 du *Prolétari* (de Russie) l'article « Á propos du boycottage » (voir *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 11, pp. 139-147, N.R.) où sont soulignées les modestes dimensions des services rendus par le travail opéré au sein de la Douma. (Note de l'auteur)

Le « *Prolétari* » (de Genève) [le Prolétaire], hebdomadaire illégal bolchevique, organe central du P.O.S.D.R. créé par décision du III^e Congrès du parti. Le 27 avril (10 mai) 1905, par décision de l'assemblée plénière du Comité central du parti, Lénine fut nommé rédacteur responsable de l'organe central. Celui-ci parut à Genève entre le 14 (27) mai et le 12 (25) novembre 1905, soit 26 numéros en tout. Le *Prolétari* suivit la ligne de l'ancienne *Iskra* léniniste et eut la même orientation que le journal bolchevique *Vpériod*.

Lénine publia dans ce journal près de 90 notes et articles. Ces écrits déterminaient la physionomie politique du *Prolétari*, son contenu idéologique et son orientation bolchevique. Lénine accomplit un énorme travail en tant que directeur et rédacteur.

Le *Prolétari* réagissait sans tarder à tous les événements importants du mouvement ouvrier russe et international et menait une lutte impitoyable contre les mencheviks et autres éléments révisionnistes et opportunistes. Il fit beaucoup pour propager les décisions du III^e Congrès du parti et unir les bolcheviks sur le plan de l'organisation et de l'idéologie. Le *Prolétari* défendait avec esprit de suite le marxisme révolutionnaire et étudiait tous les problèmes fondamentaux que posait la révolution en cours. En éclairant sous tous les angles les événements de 1905, il mobilisait de larges masses de travailleurs en vue de la victoire de la révolution.

Le *Prolétari* exerçait une considérable influence sur les organisations social-démocrates de l'intérieur. Certains articles de Lénine publiés dans l'hebdomadaire étaient repris par les journaux bolcheviques locaux et diffusés sous forme de tracts. Peu après le départ de Lénine pour la Russie, début novembre 1905, l'hebdomadaire cessa de paraître. Les deux dernières livraisons (nos 25 et 26) eurent pour rédacteur V. Vorovski. Cependant, Lénine avait écrit pour elles quelques articles, qui ne furent publiés qu'après son départ de Genève.

Le « *Prolétari* » (de Russie), journal bolchevique illégal. Publié du 21 août (3 septembre) 1906 au 28 novembre (11 décembre) 1909 sous la direction de Lénine. Cinquante numéros en tout.

Les collaborateurs réguliers du journal étaient M. Vladimirski, V. Vorovski, A. Lounatcharski et I. Doubrovski; le travail technique d'édition était effectué par E. Schlichter, A. Schlichter, etc. Les vingt premiers numéros furent préparés pour l'impression et composés à Vyborg. (Ce tirage à partir des matrices reçues de l'étranger eut lieu à Pétersbourg; mais, pour des raisons de clandestinité, les exemplaires portaient « Moscou » comme lieu d'édition.) Par la suite, les conditions s'étant

social-démocratie tirera de l'un et de l'autre autant et parfois même plus de bénéfice que d'un discours imprimé ou prononcé dans une autre assemblée.

Nous devons tout aussi simplement expliquer aux masses notre participation à la Douma octobriste. A la suite de la défaite de décembre 1905 et de l'échec des tentatives de 1906-1907 pour « réparer » cette défaite, la réaction nous a relégués et *continuera à nous reléguer* dans des institutions pseudo-constitutionnelles de plus en plus mauvaises. Toujours et partout nous défendrons nos convictions et appliquerons notre point de vue en répétant : tant que durera l'ancien pouvoir, tant qu'il ne sera pas extirpé, il n'y aura à attendre rien de bon. Nous préparerons le terrain pour un nouvel essor, et jusqu'à son avènement et pour son avènement il faut travailler avec plus d'acharnement, sans lancer de mots d'ordre qui n'ont de sens que dans les conditions d'un essor.

Il serait non moins inexact de considérer le boycottage comme une ligne *tactique* opposant le prolétariat et une partie de la démocratie bourgeoise révolutionnaire au libéralisme et à la réaction. Le boycottage, ce n'est pas une ligne tactique, mais un procédé de combat particulier, applicable dans des conditions spéciales. Confondre le bolchevisme avec le « boycottisme », c'est faire la même erreur que de le confondre avec la « combattisme ». La différence entre la ligne tactique des mencheviks et celle des bolcheviks est déjà nette, elle s'est cristallisée dans les résolutions différentes dans leurs principes adoptées au III^o Congrès bolchevique de Londres et à la conférence menchevique de Genève, au printemps de 1905. On ne parlait et on ne pouvait parler alors ni de boycottisme ni de « combattisme ». Aux élections à la II^o Douma, alors que nous n'étions pas boycottistes, et dans cette Douma même, notre *ligne tactique* a été radicalement distincte de la ligne menchevique, tout le monde le sait. Les *lignes tactiques* divergent sur tous les procédés et moyens de lutte, sur tous les théâtres de lutte, sans qu'il y ait pour cela des méthodes de lutte spéciales propres à telle ou telle ligne. Et si le boycottage de la III^o Douma pouvait se justifier ou être déterminé par l'effondrement des espoirs *révolutionnaires* fondés sur la première ou la seconde Douma, par l'effondrement d'une constitution, « légale », « forte », « solide », et « véritable », c'eut été du menchevisme de la pire espèce.

6

détériorées au plus haut point, la rédaction, conformément à la décision prise par les comités du P.O.S.D.R. de Pétersbourg et de Moscou, transféra le lieu d'édition du journal à l'étranger des n^o 21 à 40 sortiront à Genève, les n^o 41 à 50 à Paris).

En fait, le *Prolétari* était l'organe central des bolcheviks. Le travail essentiel de la rédaction était l'œuvre de Lénine. La majorité des numéros contient plusieurs de ses articles; plus de cent articles et notes de sa main sur les questions les plus importantes de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière y furent publiés. Le journal contenait des analyses approfondies des problèmes de tactique et de politique générale, des compte-rendus sur les activités du Comité central du P.O.S.D.R., les décisions des conférences et des assemblées plénières du Comité central, des lettres du Comité central sur diverses questions de l'activité du parti et toute une série d'autres documents. Le journal était étroitement lié aux organisations locales du Parti.

Durant les années de la réaction stolyпинienne, le *Prolétari* joua un rôle de premier plan dans la conservation et la consolidation des organisations bolcheviques, dans la lutte contre les liquidateurs, les otzovistes, les ultimatises et les constructeurs de Dieu. À l'assemblée plénière du Comité central du P.O.S.D.R. tenue en janvier 1910, les mencheviks aidés par les conciliateurs réussirent, sous couvert de lutter contre les tendances fractionnelles, à faire adopter une décision mettant fin à la publication du journal *Prolétari*. (N.R.)

Nous avons réservé pour la fin l'examen des arguments les plus forts et uniquement marxistes en faveur du boycottage. Le boycottage actif n'a pas de sens en dehors d'une ample montée révolutionnaire. Soit. Mais une large montée révolutionnaire se développe à partir de quelque chose de moindre. Les signes d'une montée révolutionnaire sont évidents. Nous devons lancer le mot d'ordre de boycottage, car ce mot d'ordre soutient, développe et élargit la montée naissante.

Tels sont, à mon avis, les principaux arguments qui définissent sous une forme plus ou moins claire l'inclination au boycottage dans les milieux social-démocrates. Et les camarades qui se trouvent le plus près du travail directement prolétarien ne partent pas d'une argumentation « construite » selon un mode donné, mais d'une certaine somme d'impressions qu'ils ont acquises au contact des masses ouvrières.

L'un des problèmes, peu nombreux, sur lesquels il n'y a pas ou il n'y a pas eu jusqu'à maintenant de désaccords, semble-t-il, entre les fractions social-démocrates, est celui de la cause de l'arrêt prolongé qui a eu lieu dans l'évolution de notre révolution. Cette cause est que « le prolétariat ne s'est pas remis ». Et en effet, la lutte d'octobre-décembre a presque entièrement reposé sur le *seul* prolétariat. Seul le prolétariat organisé s'est battu systématiquement et sans relâche pour toute la nation. Rien d'étonnant à ce que dans un pays où le pourcentage de population prolétaire est le plus faible (à l'échelle européenne), le prolétariat se trouve incroyablement épuisé par une telle lutte. De plus, les forces réunies de la réaction gouvernementale et bourgeoise ont constamment assailli, après décembre et depuis, ce même prolétariat. Les poursuites policières exécutions ont décimé le prolétariat pendant une année et demie, quant aux lock-out systématiques, à commencer par la fermeture « répressive » des usines d'État, pour finir par les machinations des capitalistes contre les ouvriers, ils ont jeté les masses ouvrières dans une misère sans précédent. Et voilà que maintenant, certains travailleurs social-démocrates le soulignent, on remarque parmi les masses les signes d'une montée de l'état d'esprit révolutionnaire et d'une accumulation de forces dans le prolétariat. Cette impression peu définie et difficilement perceptible est renforcée par un argument de poids : dans quelques secteurs de l'industrie on constate une reprise certaine des affaires. La demande accrue d'ouvriers doit inévitablement renforcer le mouvement de grèves. Les ouvriers devront essayer de compenser au moins une partie des énormes pertes qu'ils ont subies au moment des répressions et des lock-out. Enfin, le troisième argument, le plus important, consiste non pas à porter son attention sur un mouvement de grève problématique et généralement attendu, mais sur une grève très importante déjà fixée par les organisations ouvrières. Les représentants de 10 000 ouvriers du textile ont, dès le début de 1907, examiné leur situation et fixé les étapes du renforcement des syndicats de ce secteur d'industrie. Les représentants des ouvriers, déjà 20 000, se sont réunis une seconde fois et ont décidé de proclamer en juin 1907 une grève générale des ouvriers du textile. Ce mouvement peut englober directement jusqu'à 400 000 ouvriers. Il provient de la région de Moscou, c'est-à-dire du plus important centre du mouvement ouvrier de Russie et du plus important centre industriel et commercial. C'est justement à Moscou et seulement à Moscou que le mouvement ouvrier de masse peut acquérir au plus vite le caractère d'un large mouvement populaire ayant une signification politique décisive. Et les ouvriers du textile représentent, dans l'ensemble des masses ouvrières, l'élément le plus mal payé, le moins évolué, qui a le plus faiblement participé aux mouvements antérieurs, qui est le plus étroitement lié à la paysannerie. L'initiative de ces ouvriers peut indiquer que le mouvement englobera des couches du prolétariat incomparablement plus larges que précédemment. Or, le lien entre le mouvement de grève et la montée révolutionnaire dans les masses a déjà été démontré plus d'une fois dans l'histoire de la révolution russe.

C'est un véritable devoir pour la social-démocratie de bien concentrer toute son attention sur ce mouvement et consacrer, sans tarder, un effort spécial. C'est le travail ce secteur qui doit avoir une importance absolument prépondérante par rapport aux élections à la Douma octobriste. Il faut pénétrer les masses de la conviction qu'il est nécessaire de transformer ce mouvement de grève en un assaut large et général contre l'autocratie. Le mot d'ordre boycottage marque justement le transfert de l'attention qu'on portait à la Douma sur la lutte directe des masses. Lancer le mot d'ordre de boycottage, c'est insuffler au nouveau mouvement un contenu politique et révolutionnaire.

Telle est approximativement la démarche qui conduit certains social-démocrates à la certitude qu'il est nécessaire boycotter la III^e Douma. Cette argumentation en faveur du boycottage est sans nul doute marxiste et n'a rien de commun avec la répétition pure et simple d'un mot d'ordre arraché de son contexte historique particulier.

Mais aussi convaincante que soit cette argumentation, elle est encore malgré tout insuffisante à mon avis pour faire adopter dans *l'immédiat* le mot d'ordre de boycottage. Elle ne fait que souligner ce qui ne doit constituer aucun doute pour un social-démocrate russe qui réfléchit aux leçons enseignées par notre révolution, à savoir que nous ne pouvons nous interdire le boycottage, que nous devons être prêts à lancer ce mot d'ordre au moment voulu, que la façon dont nous posons le problème du boycottage n'a rien de commun avec celle dépourvue de tout contenu révolutionnaire des libéraux et des philistins médiocres : s'abstenir ou ne pas s'abstenir^a ?

Considérons comme démontré et correspondant totalement à la réalité tout ce que disent les partisans social-démocrates du boycottage sur le changement d'état d'esprit des ouvriers, le regain d'activité de l'industrie et la grève de juillet des ouvriers du textile.

Que ressort-il de tout cela ? Nous sommes en présence à certain mouvement partiel ayant une signification révolutionnaire^b. Devons-nous appliquer tous nos efforts à le soutenir et à le développer, en s'efforçant de le transformer en une action révolutionnaire généralisée, puis en mouvement d'offensive ? Absolument. Parmi les social-démocrates (excepté peut-être les collaborateurs du *Tovarichtch*) il ne peut y avoir deux avis là-dessus. Mais est-il besoin à la minute même, au début de cette action partielle, avant qu'elle soit devenue générale, est-il besoin du mot d'ordre de boycottage pour développer le mouvement ? Ce mot d'ordre est-il capable d'aider le mouvement actuel à se développer ? C'est une autre question, à laquelle, à mon avis, il faudra répondre négativement.

On peut et l'on doit développer une action générale à partir d'une action partielle avec des arguments et des mots d'ordre francs et directs, sans rapport avec la III^e Douma. Toute la marche des événements après décembre est une totale confirmation du point de vue social-démocrate sur le rôle de la constitution monarchique, sur la nécessité d'une lutte

a Cf. dans le *Tovarichtch* l'exemple de réflexions libérales chez un ancien collaborateur des publications social-démocrates, aujourd'hui collaborateur des journaux libéraux, L. Martov.

b Il existe une opinion selon laquelle la grève du textile est un mouvement d'un type nouveau, qui isole le mouvement professionnel du mouvement révolutionnaire. Nous passerons outre à ce point de vue, premièrement parce qu'interpréter tous les symptômes d'un phénomène, de type compliqué dans un sens pessimiste est une méthode en principe dangereuse qui a souvent égaré de nombreux social-démocrates pas très bien « en selle ». Deuxièmement, si la grève du textile avait comporté les traits précités, nous aurions dû, nous autres social-démocrates, les combattre de la façon la plus énergique. En cas de succès de notre lutte le problème serait, par conséquent, posé exactement comme nous le faisons.

directe. Citoyens ! dirons-nous, si vous ne voulez pas que la cause de la démocratie en Russie régresse toujours aussi inéluctablement et de plus en plus vite, comme elle l'a fait après décembre 1905, pendant l'hégémonie de messieurs les cadets sur le mouvement démocratique, si vous ne le voulez pas, appuyez l'action naissante du mouvement ouvrier, soutenez la lutte directe des masses. En dehors d'elle, il n'y a et ne peut y avoir de garanties de liberté en Russie.

Une agitation de ce genre sera, sans aucun doute, une agitation social-démocrate révolutionnaire et conséquente. Est-il nécessaire d'ajouter : ne croyez pas, citoyens, en la III^o Douma, et regardez-nous, les social-démocrates, la boycotter à l'appui de notre protestation !

Ajouter cela dans les conditions que nous vivons n'est pas seulement superflu, mais sonne même étrange, presque une dérision. Même sans cela personne ne croit en la III^o Douma; dans les couches de la population susceptibles d'alimenter le mouvement démocratique, il n'y a peut y avoir d'engouement pour l'institution constitutionnelle de la III^o Douma comme il y en a eu, sans conteste, pour la I^o Douma, pour les premières tentatives de créer en Russie n'importe quelles institutions pourvu qu'elles fussent *constitutionnelles*.

L'attention de larges couches de la population a été 1905 et au début de 1906 polarisée par la première institution représentative, bien que cette institution fût fondée sur une constitution monarchique. C'est un fait. Les social-démocrates devaient se battre contre cela et manifester de la manière la plus démonstrative.

Il n'en est plus ainsi maintenant. Ce n'est pas l'engouement pour le *premier* « parlement » qui constitue le trait caractéristique du moment, ce n'est pas la foi dans la Douma, c'est *le manque de foi dans la montée du mouvement*.

Dans ces conditions, en lançant prématurément le mot d'ordre de boycottage, nous ne renforçons aucunement le mouvement, nous ne levons pas les véritables obstacles à ce mouvement. Il y a plus : nous risquons même, ce faisant, d'affaiblir la force de notre agitation, car le boycottage est un mot d'ordre accompagnant un mouvement engagé, et le malheur est qu'en ce moment les larges couches de la population ne croient pas en la montée du mouvement, ne voient pas sa force.

Il faut faire en sorte d'abord que la force de cet élan prouvée en pratique : ensuite nous réussirons toujours un mot d'ordre pour exprimer indirectement cette force. Mais on peut se demander si un mot d'ordre particulier *détournant l'attention de... la III^o Douma* sera nécessaire pour un mouvement révolutionnaire offensif ? Il est possible que non. Pour passer à côté de quelque chose d'important, réellement susceptible d'attirer la masse inexpérimentée et qui n'a jamais vu le parlement, peut-être est-il indispensable de *boycotter* ce à côté de quoi on doit passer. Mais pour passer à côté d'une institution absolument incapable d'attirer la masse démocratique ou semi-démocratique actuelle, il n'est pas nécessaire de déclarer le boycottage. L'essentiel n'est pas maintenant dans le boycottage, mais dans les efforts francs et directs pour transformer l'action partielle en action généralisée, le mouvement professionnel en mouvement révolutionnaire, la défense contre les lock-out en offensive contre la réaction.

7

Résumons. Le mot d'ordre de boycottage est dû à une période historique particulière. En 1905 et au début de 1906, la situation objective exigeait des forces sociales en lutte de décider de la voie à suivre dans l'immédiat : la voie révolutionnaire directe ou le tournant vers une monarchie constitutionnelle. Dès lors, la propagande boycottiste avait surtout pour objet la

lutte contre les illusions constitutionnelles. Un élan révolutionnaire, ample, général, puissant et rapide, était la condition du succès du boycottage.

A tous ces égards, la situation vers l'automne 1901 n'impose pas le moins du monde la nécessité d'un tel mot d'ordre et ne le justifie point.

En poursuivant notre travail quotidien en vue de préparer les élections, et sans renoncer d'avance à participer aux institutions représentatives les plus réactionnaires, nous devons consacrer tout notre travail de propagande et d'agitation à expliquer au peuple le lien qui existe entre la défaite de décembre et le déclin qu'allait subir la liberté, ainsi que le décri de la Constitution. Nous devons faire pénétrer dans les masses la ferme conviction que, sans une lutte de masse directe, ce décri continuera et se renforcera inévitablement.

Sans nous interdire l'application du mot d'ordre de boycottage dans les périodes d'essor, où la nécessité de ce mot d'ordre pourra s'affirmer impérieuse, nous devons à l'heure actuelle tendre tous nos efforts pour transformer, en exerçant une action directe et immédiate, tel ou tel essor du mouvement ouvrier en un mouvement d'offensive d'envergure, large et révolutionnaire, contre la réaction dans son ensemble et contre ses états.

26 juin 1907

Le congrès socialiste international de Stuttgart

Le récent congrès de Stuttgart a constitué la douzième assemblée de l'Internationale prolétarienne. Les cinq premiers congrès remontent à l'époque de la première Internationale (1866-1872) placée sous la direction de Marx, qui, selon une expression heureuse de Bebel, s'était efforcé de faire par le haut l'unité internationale du prolétariat combattant. Cette tentative ne pouvait connaître le succès tant que les partis socialistes des différents pays ne s'étaient pas unis et affermis, mais il reste que par ses activités la première Internationale rendit de grands services au mouvement ouvrier de tous les pays et laissa une empreinte durable.

La naissance de la deuxième Internationale fut l'œuvre du congrès socialiste international de Paris de 1889. Forte du soutien de solides partis nationaux, la deuxième Internationale devait finir de se consolider aux congrès ultérieurs de Bruxelles (1891), Zurich (1893), Londres (1896), Paris (1900) et Amsterdam (1904). A Stuttgart s'étaient réunis 884 délégués venus de 25 pays d'Europe, d'Asie (Japon et une partie de l'Inde), d'Amérique, d'Australie et d'Afrique (un délégué d'Afrique du Sud).

L'importance considérable du congrès socialiste international de Stuttgart réside précisément dans le fait qu'il a achevé de consolider la deuxième Internationale et qu'avec lui les congrès internationaux se sont transformés en assemblées de travail exerçant une influence profonde sur le caractère et l'orientation des activités du mouvement socialiste dans le monde entier. En principe, les différents partis nationaux ne sont pas obligés d'appliquer les décisions des congrès internationaux, mais la portée morale de ces décisions est telle que leur non-application est une exception presque aussi rare que la non-application par les partis des décisions de leurs propres congrès. Le congrès d'Amsterdam était parvenu à unir les socialistes français et sa résolution contre le « ministérialisme »²² traduisait véritablement la volonté du prolétariat conscient du monde entier et définissait la politique des partis ouvriers.

Le congrès de Stuttgart a constitué lui aussi un grand pas dans cette direction, s'avérant sur toute une série de questions importantes d'instance suprême qui allait déterminer la ligne politique du socialisme. Cette ligne, le congrès de Stuttgart, plus fermement encore que celui d'Amsterdam, l'a définie dans l'esprit de la social-démocratie révolutionnaire face à l'opportunisme. C'est avec raison que *Die Gleichheit* (l'Égalité), organe des travailleuses social-démocrates allemandes publié sous la direction de Clara Zetkin, écrit à ce propos : «



Цѣна 25 коп.

Couverture de l'*Almanach pour tous*, 1908, où fut publié l'article de V. Lénine « Le congrès socialiste international de Stuttgart ». Exemple personnel de V. Lénine.

sur toutes les questions, les déviations opportunistes des différents partis socialistes ont été corrigées dans un esprit révolutionnaire grâce au travail commun des socialistes de tous les pays ».

Cependant, phénomène à la fois remarquable et attristant, la social-démocratie allemande, qui s'en était jusqu'ici toujours tenue aux conceptions révolutionnaires marxistes, a fait preuve d'instabilité ou adopté des positions opportunistes. Le congrès de Stuttgart a donc confirmé la profondeur de la remarque faite par Engels au sujet du mouvement ouvrier allemand. Engels, le 29 avril 1886, écrivait à Sorge, vétéran de la première Internationale : « *Il est somme toute bon que les Allemands se voient contester le rôle de dirigeants du mouvement socialiste international, en particulier après qu'ils ont envoyé au Reichstag un si grand nombre de philistins (ce qui était toutefois inévitable). Quand les temps sont calmes, tout en Allemagne devient philistin, et en de tels moments l'aiguillon de la concurrence française s'avère absolument indispensable, et n'est pas près d'ailleurs de faire défaut.* »

L'aiguillon de la concurrence française n'a pas fait défaut à Stuttgart, et il était vraiment indispensable, car l'esprit philistin des Allemands a eu l'occasion de se manifester largement. Il importe au plus haut point pour les social-démocrates russes de ne pas perdre ces faits de vue, étant donné que nos libéraux (et pas seulement eux) font des pieds et des mains pour nous présenter comme modèle digne d'être imité les aspects les moins reluisants de la social-démocratie allemande. Les maîtres à penser les plus éminents et les plus perspicaces de la social-démocratie allemande n'ont pas été sans s'en apercevoir et, sans fausse honte, ils considèrent cela comme un avertissement. « *Amsterdam, écrit le journal de Clara Zetkin, avait vu la résolution de Dresde servir de leitmotiv révolutionnaire à tous les débats des assises du prolétariat mondial, mais à Stuttgart on a ressenti comme de désagréables dissonances opportunistes les interventions de Vollmar à la commission sur le militarisme, de Päpflow à la commission sur l'émigration, de David (auquel nous joindrons Bernstein) à la commission coloniale. Dans la majorité des commissions et sur la majorité des questions, les représentants de l'Allemagne sont apparus pour cette fois comme les têtes de file de l'opportunisme.* » Commentant le congrès de Stuttgart, Kautsky écrit de son côté : « *le rôle dirigeant joué en fait jusqu'à présent à la II^e Internationale par la social-démocratie allemande ne s'est en l'occurrence nullement fait sentir* ».

Passons à l'examen des différentes questions qui furent l'objet des débats du congrès. Les divergences surgies sur la question coloniale ne purent être surmontées en commission, et c'est le congrès lui-même qui mit fin à la discussion entre opportunistes et révolutionnaires en donnant à ces derniers une majorité de 127 voix contre 108, et 10 abstentions. Il faut se réjouir à ce propos du fait que les socialistes russes aient tous voté à l'unanimité en faveur d'une résolution révolutionnaire de toutes les questions. (Signalons que la Russie avait droit à 20 voix, dont 10 pour le P.O.S.D.R., Polonais exclus, 7 pour les socialistes-révolutionnaires, et 3 pour les représentants des syndicats. La Pologne, elle, avait 10 voix, dont 4 pour les social-démocrates, et 6 pour les représentants du P.P.S.²³ et des régions non-russes de la Pologne. Enfin les deux représentants de la Finlande avaient 8 voix).

Sur la question coloniale, la commission a vu se dégager une majorité opportuniste, et le projet de résolution comportait cette phrase monstrueuse : « *Le congrès ne condamne pas, en principe et pour tous les temps, toute politique coloniale, qui, en régime socialiste, pourra être une œuvre civilisatrice.* » Cette disposition équivaut en fait à un recul direct vers la politique et la conception du monde bourgeoises justifiant guerres et violences coloniales. C'est un recul vers les positions de Roosevelt, affirmé par un délégué américain. Mais les tentatives de justifier ce recul au nom des tâches de la « *politique coloniale socialiste* » et des

réelles réformes susceptibles d'être accomplies aux colonies ont été vraiment en dessous de tout. Le socialisme ne s'est jamais refusé et ne se refusera jamais à réclamer des réformes aux colonies comme ailleurs, mais cela ne doit nullement impliquer un relâchement de notre position de principe d'hostilité aux conquêtes, à la soumission des autres peuples, aux violences et au pillage qui sont les composantes de la « *politique coloniale* ». Le programme minimum de tous les partis socialistes est valable aussi bien pour les métropoles que pour les colonies. La notion même de « *politique coloniale socialiste* » relève d'une extrême confusion. Le congrès a eu parfaitement raison de retrancher de la résolution les formulations citées plus haut pour leur substituer une condamnation de la politique coloniale encore plus ferme que dans les résolutions des congrès précédents.

La résolution portant sur les rapports entre partis socialistes et syndicats revêt une importance toute particulière pour nous autres Russes, car chez nous cette question est à l'ordre du jour. Le congrès de Stockholm s'était prononcé en faveur de syndicats *non rattachés au parti*, venant ainsi étayer les positions de nos propres partisans de la *neutralité*, Plékhanov en tête. Mais le congrès de Londres, lui, avait penché pour des syndicats *rattachés au parti*, s'affirmant de la sorte opposé à la neutralité. La résolution de Londres avait, comme on le sait, donné lieu à de longues discussions ainsi qu'à un mécontentement de la part de certains syndicats, mécontentement qui s'était fait jour dans la presse de la démocratie bourgeoise.

À Stuttgart, la question s'est trouvée, au fond, posée de la façon suivante : neutralité ou relations toujours plus étroites des syndicats avec le parti ? Le congrès socialiste international, comme le lecteur peut s'en convaincre à la lecture de la résolution, s'est prononcé en faveur du rapprochement entre les syndicats et le parti. Aussi la résolution ne comporte-t-elle pas le moindre mot ni à propos de la neutralité, ni à propos du non-rattachement des syndicats au parti. Kautsky, qui au sein de la social-démocratie allemande s'était fait le partisan d'un tel rapprochement et s'était élevé contre l'idée de neutralité prônée par Bebel, avait donc parfaitement le droit de proclamer dans son compte rendu sur le congrès de Stuttgart à l'adresse des ouvriers de Leipzig (*Vorwärts*²⁴, 1907, n° 209, *Beilage* [Appendice N.R.]) :

« La résolution du congrès de Stuttgart dit tout ce qui nous est nécessaire. Elle met un terme définitif à la notion de neutralité. » Clara Zetkin écrit de son côté : « Dans le principe, il ne s'est plus trouvé (à Stuttgart) qui que ce soit pour aller contre la tendance historique fondamentale de la lutte de classe prolétarienne qui est de lier le combat politique et le combat économique, de regrouper aussi étroitement que possible les organisations de l'un et l'autre front en une force unie de la classe ouvrière socialiste. Seul le camarade Plékhanov, représentant des social-démocrates russes » (il aurait mieux valu dire représentant des mencheviks qui l'avaient envoyé en commission pour défendre la « neutralité ») « ainsi que la majorité de la délégation française s'employèrent à l'aide d'arguments assez malheureux à justifier une certaine limitation de ce principe en se référant aux particularités de leur pays. Mais l'écrasante majorité du congrès se prononça pour une politique résolue d'union de la social-démocratie et des syndicats... »

Il est à noter que l'argument de Plékhanov, considéré à juste titre par Clara Zetkin comme malheureux, a fait le tour des journaux légaux russes sous la forme suivante : « *il existe en Russie onze partis révolutionnaires* » ; « *avec lequel d'entre eux les syndicats doivent-ils s'unir ?* » Tel est l'argument (nous citons d'après *Vorwärts*, n° 196, 1. *Beilage*) que Plékhanov avait avancé en commission au congrès de Stuttgart. Mais cet argument est inexact tant sur le plan des faits que sur celui des principes. En réalité, il n'existe pas en Russie, pour chaque nationalité, plus de deux partis qui s'affrontent afin de s'assurer une influence dans le

prolétariat socialiste : social-démocrates et socialistes-révolutionnaires, social-démocrates polonais et P.P.S., social-démocrates lettons et socialistes-révolutionnaires lettons (connus sous le nom d' « Union social-démocrate de Lettonie »), social-démocrates arméniens et dachnaksoutioun²⁵, etc. C'est en deux groupes aussi que s'est divisée immédiatement la délégation russe à Stuttgart. Ce chiffre de onze partis révolutionnaires a été cité de façon tout à fait arbitraire et ne fait qu'induire les ouvriers en erreur. Et le plan des principes ne donne pas plus raison à Plékhanov, étant donné que la lutte entre le socialisme prolétarien et le socialisme petit-bourgeois ne peut manquer de surgir partout en Russie, y compris à l'intérieur des syndicats. Pour leur part les Anglais n'ont pas estimé nécessaire de s'opposer à la résolution, bien qu'il y ait également chez eux deux partis socialistes concurrents, les social-démocrates (S.D.F.^{a26}) et les « indépendants » (I.L.P.^{b27}).

Que l'idée de neutralité rejetée à Stuttgart ait déjà causé un tort considérable au mouvement ouvrier, l'exemple de l'Allemagne le montre d'une façon particulièrement frappante. La neutralité y avait été très largement prônée et appliquée, ce qui a eu pour conséquence de faire dévier les syndicats allemands du côté de l'opportunisme, et cela d'une manière si ostensible que même un homme aussi prudent que Kautsky pour ce qui est de cette question, n'a pu faire autrement que de reconnaître qu'il y avait déviation. Dans son compte rendu aux ouvriers de Leipzig, Kautsky a affirmé sans détour que « *l'esprit conservateur* » dont a fait preuve la délégation allemande à Stuttgart « *est parfaitement compréhensible si l'on considère la composition de cette délégation. Celle-ci comprenait une moitié de représentants des syndicats, ce qui fait que « l'aile droite » de notre parti y disposait de plus de forces qu'elle n'en a réellement dans le parti lui-même* ».

La résolution de Stuttgart va sans aucun doute hâter le moment où la social-démocratie russe rompra avec cette idée de neutralité qui jouit d'une si grande faveur chez nos libéraux. En évitant toute imprudence, toute précipitation et tout faux pas tactique, nous devons travailler inlassablement au sein des syndicats afin de les rapprocher sans cesse du parti social-démocrate.

La commission sur l'émigration et l'immigration du congrès de Stuttgart vit, elle aussi, apparaître de manière très nette des dissensions entre opportunistes et révolutionnaires, les premiers s'étant mis dans la tête l'idée de *restreindre* le droit des ouvriers de pays arriérés d'émigrer (en particulier de Chine et du Japon). L'esprit de corporation borné, l'exclusive trade-unioniste l'emportaient chez de tels gens sur leur compréhension des tâches du socialisme : travail d'éducation et d'organisation des couches du prolétariat qui ne prennent pas encore part au mouvement ouvrier. Mais le congrès repoussa toutes les invitations à suivre cette voie. Même en commission, les partisans d'une telle limitation de la liberté d'émigrer restèrent totalement isolés, et la résolution du congrès réaffirme le principe de la solidarité dans la lutte de classe des ouvriers de tous les pays.

Sur la question du droit de vote des femmes, la résolution a été également adoptée à l'unanimité. Seule une Anglaise de la semi-bourgeoise Société fabienne a voulu faire admettre la possibilité d'une lutte en faveur d'un droit de vote amputé au profit des femmes appartenant aux couches aisées. C'est de façon catégorique que le congrès a rejeté cette idée, recommandant aux travailleuses de ne pas mener le combat pour le droit de vote de concert avec les femmes de la bourgeoisie qui réclament l'égalité des droits de la femme, mais avec les partis de classe du prolétariat. Le congrès a souligné la nécessité, au cours de la campagne

a Social Democratic Federation

b Independent Labour Party.

pour le vote des femmes, de défendre intégralement les principes du socialisme et l'égalité des droits entre hommes et femmes, et de ne pas se laisser détourner de ces principes par des considérations d'opportunité.

La commission a vu surgir sur cette question un différend non dépourvu d'intérêt. Les Autrichiens (Victor Adler, Adelheid Popp) s'efforçaient de justifier la tactique qui avait été la leur dans la lutte pour l'octroi du droit de veto aux hommes : on sait que dans le but de conquérir ce droit, ils avaient estimé plus à propos de ne pas mettre au premier plan de leur campagne l'exigence du droit de vote pour les femmes. Les social-démocrates allemands, notamment Clara Zetkin, avaient protesté contre une telle position dès l'époque où les Autrichiens avaient mené la bataille pour le suffrage universel. Clara Zetkin avait alors déclaré pour le suffrage universel. Clara Zetkin avait alors déclaré dans la presse que l'on ne devait en aucun cas laisser dans l'ombre l'exigence du droit de vote pour les femmes, que les Autrichiens avaient agi en opportunistes, en sacrifiant le principe à des considérations de commodité et que fiant le principe à des considérations de commodité et que réclamer avec autant d'énergie le droit de vote pour les femmes n'aurait pas affaibli mais amplifié l'action et la force du mouvement populaire. En commission, une autre social-démocrate allemande en vue, Zietz, manifesta son accord total avec Clara Zetkin. L'amendement d'Adler, qui justifiait indirectement la tactique autrichienne (car il se bornait à dire qu'il ne devait pas y avoir d'interruption dans la lutte pour le droit de vote effectif de tous les citoyens, sans affirmer que cette lutte devait comporter invariablement l'exigence de l'égalité des droits entre hommes et femmes), l'amendement d'Adler fut rejeté par 12 voix contre 9. Les paroles prononcées par cette même Zietz dans son intervention à la conférence internationale des femmes socialistes (conférence qui se tint à Stuttgart en même temps que le congrès) traduisent fidèlement le point de vue de la commission et du congrès à ce sujet : « *Nous devons par principe exiger tout ce que nous estimons juste, déclara Zietz, et ce n'est que dans le cas où nous manquons des forces nécessaires à la lutte que nous nous contentons de ce que nous pouvons obtenir. Telle a toujours été la tactique de la social-démocratie. Plus modestes seront nos revendications, plus modestes seront les concessions du gouvernement...* » De cette discussion entre social-démocrates autrichiennes et allemandes, le lecteur peut constater combien les meilleurs d'entre les marxistes jugent sévèrement les moindres déviations par rapport à la tactique révolutionnaire conséquente et fidèle aux principes.

La dernière journée du congrès a été consacrée à une question que tous attendaient avec un grand intérêt, celle du militarisme. Incapable de faire la relation entre la guerre et le régime capitaliste en général et d'établir un lien entre la propagande antimilitariste et l'ensemble du travail des socialistes, le fameux Hervé s'est fait le défenseur de conceptions indéfendables. Le projet d'Hervé de « *répondre* » à toute guerre par la grève et l'insurrection a montré combien son auteur était inapte à comprendre que l'emploi de tel ou tel moyen de lutte ne dépendait pas d'une décision prise au préalable par les révolutionnaires, mais des conditions objectives de la crise, tant politique qu'économique, provoquée par la guerre.

Mais si Hervé, se laissant entraîner à des phrases ronflantes, a fait preuve d'une légèreté et d'un manque de réflexion évidents, c'eût été avoir la vue bien courte que de lui opposer le seul énoncé dogmatique des vérités générales du socialisme. C'est pourtant ce qu'a fait notamment Vollmar (Bebel et Guesde n'ont pas été absolument purs de ce péché). Avec la singulière fatuité d'un homme épris de parlementarisme stéréotypé, il s'est attaqué à Hervé sans remarquer que sa propre étroitesse d'esprit et sa raideur opportuniste obligent à trouver dans l'hervéisme une pointe de fraîcheur et de nouveauté, en dépit de l'absurdité théorique et de la stupidité avec laquelle Hervé posait le problème. Il peut se produire, en effet, qu'à un tournant

du mouvement des absurdités théoriques recèlent une part de vérité pratique. Et cet aspect de la question, l'appel à ne pas se contenter des seuls moyens parlementaires de lutte, l'appel à l'action en tenant compte des conditions de la guerre future et des crises futures, furent mis en relief par les social-démocrates révolutionnaires et, en particulier, par Rosa Luxemburg dans son discours. De concert avec les délégués de la social-démocratie russe (Lénine et Martov intervinrent dans le même sens sur cette question) Rosa Luxemburg proposa des amendements à la résolution de Bebel, amendements qui mettaient l'accent sur la nécessité de mener la propagande parmi les jeunes, la nécessité de mettre à profit la crise engendrée par la guerre pour accélérer la chute de la bourgeoisie, la nécessité inévitable de prévoir un changement des méthodes et des moyens de lutte à mesure que s'aggraverait la lutte de classe et qu'évoluerait la situation politique. La résolution de Bebel, à l'origine dépourvue de vie, unilatérale parce que dogmatique et influencée par les interprétations proposées par Vollmar, finit ainsi par se transformer en une toute autre résolution. Toutes les vérités théoriques y étaient reprises pour l'édification des partisans d'Hervé, trop prompts à oublier le socialisme par zèle antimilitariste. Cependant, ces vérités ne doivent pas aboutir à justifier le crétinisme parlementaire, ni à consacrer les seuls moyens pacifiques, ni à renoncer à la lutte en cas de situation relativement paisible et tranquille, mais à utiliser tous les moyens de lutte, à tirer parti de l'expérience de la révolution russe, à développer le côté créateur, efficace du mouvement.

Le journal de Clara Zetkin, que nous avons mentionné à plusieurs reprises, a précisément su saisir de manière très exacte ce caractère, qui s'avère comme le plus important et le plus remarquable de la résolution du congrès sur l'antimilitarisme. *« Sur cette question également, dit Clara Zetkin à propos de cette résolution, l'énergie (Tatkraft) révolutionnaire et la foi de la classe ouvrière dans sa combativité et dans sa vaillance ont fini par prendre le pas d'une part sur l'évangile pessimiste de notre impuissance et la tendance figée à s'en tenir aux vieilles méthodes exclusivement parlementaires de lutte, et d'autre part sur le gymnastique antimilitariste simpliste de Français à demi anarchistes du genre d'Hervé. La résolution finalement adoptée à l'unanimité, tant par la commission que par la presque totalité des 900 délégués de tous les pays, traduit en termes énergiques l'essor gigantesque du mouvement ouvrier révolutionnaire depuis la tenue du précédent congrès international ; la résolution souligne comme principe de la tactique prolétarienne sa souplesse, son aptitude à se développer, à devenir plus acérée (Zuspitzung) à mesure que les conditions en viennent à maturité. »*

Si l'hervéisme a été réfuté, ce n'est pas au profit de l'opportunisme, ni du point de vue du dogmatisme et de la passivité. Le prolétariat international a ressenti un vif désir de recourir à des nouvelles méthodes de lutte toujours plus résolues, désir qu'il a replacé dans le contexte de l'aggravation des contradictions économiques, dans le contexte des conditions des crises engendrées par le capitalisme.

Ce n'est pas une vaine menace à la Hervé, mais une claire conscience de l'inévitabilité de la révolution sociale, une ferme volonté de mener la lutte jusqu'au bout et d'utiliser les moyens de lutte les plus révolutionnaires qu'on peut lire dans la résolution du congrès socialiste international de Stuttgart sur la question du militarisme.

L'armée du prolétariat grandit dans tous les pays. Sa conscience, sa volonté et son unité se font d'heure en heure plus fortes. Et le capitalisme se charge, lui, de multiplier les crises dont cette armée ne manquera pas de tirer profit pour l'abattre.

Écrit en septembre 1907. Publié en octobre 1907 dans l'« Almanach

pour tous, 1908 ». Signé : N. L. —
e

Conforme au texte de
l' « Almanach »

Préface au recueil « *En douze ans* »

En douze ans est un recueil de travaux de Lénine qui devait paraître sous forme légale en Russie. Le premier tome contenait un certain nombre de textes politiques fondamentaux. Le second devait rassembler une série d'articles sur la question agraire. Le troisième devait comprendre divers articles relatifs à la question du programme de la social-démocratie.

En fait, le premier tome fut saisi peu de temps après sa sortie (novembre 1907) par la police et il ne fut donc pour l'essentiel distribué que clandestinement. En conséquence, le second tome fut divisé en deux volumes dont seul le premier fut imprimé. Quant au troisième tome, il fallut renoncer à son impression. (N.R.)

Вл. Ильинъ.

За 12 лѣтъ

СОБРАНИЕ СТАТЕЙ.

Томъ первый.

Два направленія
въ русскомъ марксизмѣ
и русской социалдемократіи.



С-ПЕТЕРБУРГЪ.

Типографія В. Безобразова и К^о. В. О., Большой пр., д. № 61.
1908.

Couverture du recueil de V. Lénine *En douze ans*.

Réduction

Le recueil d'articles et de brochures que nous proposons au lecteur couvre la période 1895-1905. Les questions portant sur l'organisation, la tactique et le programme de la social-démocratie russe constituent le thème des écrits qui y sont réunis. Ce sont des questions qui se posent et qui sont constamment à l'étude tout au long de la lutte contre l'aile droite du courant marxiste en Russie.

À l'origine cette lutte se déroula sur un plan purement théorique contre le principal représentant du marxisme légal années 90, M. Strouvé. La fin de l'année de l'année 1894 et le début de l'année 1895 furent marqués par un virage brusque de notre presse politique légale. Pour la première fois le marxisme s'y introduit grâce non seulement aux militants à l'étranger du groupe « *Libération du Travail*²⁸ », mais aussi aux social-démocrates russes. Le regain de vie de notre littérature et les ardentes discussions entre les marxistes et les vieux chefs du populisme, qui avaient jusqu'alors régné pratiquement sans partage dans la littérature d'avant-garde, comme M. Mikhaïlovski par exemple, furent le prélude à un essor du mouvement ouvrier de masse en Russie. Les écrits des marxistes russes précèdent immédiatement la lutte prolétarienne active, les fameuses grèves de 1896 à Pétersbourg, qui marquèrent l'essor depuis lors ininterrompu du mouvement ouvrier, ce facteur déterminant de notre révolution.

Les conditions réservées en ce temps-là à la presse contraignirent les social-démocrates à parler la langue d'Esopo, à se borner à des

considérations très générales fort éloignées de la pratique et de la politique. Cette circonstance rendit particulièrement facile le regroupement d'éléments marxistes disparates dans la lutte contre le populisme. Cette lutte était menée par les social-démocrates de Russie et ceux militant à l'étranger et aussi par des gens tels que MM. Strouvé, Boulgakov, Tougan-Baranovski, Berdiaev et, autres. Pour ces démocrates bourgeois, la rupture avec le populisme n'impliquait pas comme pour nous un passage du socialisme petit-bourgeois (ou paysan) au socialisme prolétarien, mais au libéralisme bourgeois.

Aujourd'hui, l'histoire de la révolution russe en général, l'histoire du parti cadet en particulier et plus spécialement l'évolution de M. Strouvé (presque jusqu'à l'octobrisme) ont rendu cette vérité évidente et en ont fait monnaie courante pour nos publicistes. Mais à cette époque, durant les années 1894-1895, cette vérité, il fallait la prouver sur la base de déviations relativement peu importantes de tel ou tel publiciste par rapport au marxisme; à l'époque cette monnaie restait encore à frapper. C'est pourquoi je reproduis ici intégralement mon ouvrage dirigé contre M. Strouvé (il s'agit de l'article « *Le contenu économique du populisme et la critique qu'en fait dans son livre M. Strouvé* » publié sous la signature de K. Toulina dans un recueil brûlé par la censure : « *Documents pour servir à la caractéristique de notre développement économique* », St-Pétersbourg, 1895), et ceci pour trois raisons. En premier lieu, dans la mesure où les lecteurs ont pu prendre connaissance du livre de M. Strouvé ainsi que des articles d'auteurs populistes contre les marxistes écrits en 1894-1895, il convient de faire la critique des conceptions de M. Strouvé. En second lieu, la mise en garde faite à M. Strouvé par un social-démocrate révolutionnaire, alors même que nous menions une action générale contre les populistes, permet aussi de répondre à ceux qui nous ont à maintes reprises reproché de nous allier à de tels personnages et de juger de la très remarquable carrière politique de M. Strouvé. En troisième lieu, l'ancienne et sous maints rapports désuète polémique avec M. Strouvé prend la signification d'un exemple édifiant. Cet exemple démontre le bien-fondé : politique et pratique d'une polémique théorique intransigeante. Combien de fois n'a-t-on pas reproché aux social-démocrates révolutionnaires un penchant excessif pour de telles polémiques avec les « économistes », avec les bernsteiniens, ainsi qu'avec les mencheviks ? Et voici qu'à présent, on retrouve à tout bout de champ ce même reproche dans la bouche des « conciliateurs » à l'intérieur du parti social-démocrate, et en dehors du parti chez les « sympathisants » à demi socialistes. On se complaît chez nous à répéter que les Russes en général, les social-démocrates en particulier et plus spécialement les bolcheviks ont un penchant démesuré pour la polémique et pour la scission. On se complaît également chez nous à oublier que les conditions des pays capitalistes en général, les conditions de la révolution bourgeoise en Russie en particulier et plus spécialement les conditions de vie et d'activité de notre intelligentsia engendrent un penchant démesuré à passer du socialisme au libéralisme. De ce point de vue il n'est pas sans intérêt de jeter un coup d'œil sur ce qui se passait voici dix ans, sur les désaccords théoriques qui surgissaient déjà à l'époque avec le « strouvisme », sur les minimes dissensions (minimes au premier abord) qui donnèrent lieu à une totale différenciation politique entre partis et à une lutte implacable qui se déroule au parlement ainsi que dans toute une série de journaux, à des réunions publiques, etc.

Je dois remarquer également à propos de l'article contre M. Strouvé, que c'est un exposé que je fis à l'automne 1894 devant un petit cercle de marxistes de l'époque qui lui sert de base. Le groupe de social-démocrates qui militait alors à Pétersbourg et qui créa un an plus tard l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière, était représenté à ce cercle par St., R., et moi-même. Les marxistes légaux étaient représentés par P. Strouvé, A. Potressov, et K²⁹. L'exposé que je lus devant ce cercle s'intitulait : « *Le reflet du marxisme dans la littérature*

bourgeoise ». Comme le titre l'indique, la polémique avec Strouvé y était incomparablement plus acerbe et plus précise (d'après des conclusions social-démocrates) que dans l'article, publié au printemps 1895. Des atténuations y avaient été apportées en partie pour des considérations de censure, en partie pour faire « alliance » avec le marxisme légal en vue d'une lutte commune contre le populisme. Que le « coup de pouce à gauche » donné alors à M. Strouvé par les social-démocrates de Pétersbourg n'ait pas été entièrement inefficace, l'article de M. Strouvé dans le recueil brûlé (1895) et certains de ses articles parus en 1897 dans *Novoïé Slovo*³⁰ le prouvent clairement.

En outre, lorsqu'on lit l'article de 1895 dirigé contre M. Strouvé, il convient de ne pas oublier que sous de nombreux rapports, il constitue un résumé des derniers travaux économiques (en particulier du « *Développement du capitalisme* »). Enfin, il est nécessaire d'attirer l'attention des lecteurs sur les dernières pages de cet article, celles qui soulignent les aspects et les côtés positifs (aux yeux d'un marxiste) du populisme en tant que courant démocratique révolutionnaire existant dans un pays à la veille de révolution bourgeoise. On trouve dans ces pages la formulation théorique des mêmes positions qui douze ou treize ans plus tard trouvèrent leur expression politique pratique dans le « bloc des gauches » aux élections à la II^e Douma ainsi que dans la tactique de ce bloc. Ceux des mencheviks qui combattirent l'idée de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, et considérèrent le bloc des gauches comme absolument inadmissible, tournèrent le dos sous ce rapport à une très vieille et très importante tradition de la social-démocratie révolutionnaire, tradition que la *Zaria*³¹ et l'ancienne *Iskra*³² s'attachèrent à préserver. Il va de soi que l'admissibilité sous condition et dans des limites données de la tactique de « bloc des gauches » découle inévitablement de ces mêmes conceptions théoriques fondamentales du marxisme sur le populisme.

À l'article contre Strouvé (1894-1895) succède la brochure intitulée « *Les tâches des social-démocrates russes* », écrite à la fin de l'année 1897 à partir de l'expérience des activités de la social-démocratie à Pétersbourg en 1895. Les conceptions qui, dans les autres articles et brochures du présent recueil, sont présentées sous la forme d'une polémique avec l'aile droite de la social-démocratie, sont exposées dans ladite brochure sous une forme explicative. Les différentes préfaces aux « *Tâches* » ont été reproduites afin de mettre en relief le lien existant entre ce travail et les différentes périodes du développement de notre parti (par exemple, la préface d'Axelrod met l'accent sur ce qui rattache cette brochure à la lutte contre l'« économisme » tandis que la préface de 1902 montre quelle a été l'évolution des narodovoltsy et des narodopravtsy³³).

L'article « *Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme* » parut à l'étranger dans la *Zaria*, en 1901. Cet article met pour ainsi dire un terme aux relations entre les social-démocrates et M. Strouvé en tant qu'homme politique. Si en 1895 nous le mettions en garde et nous nous désolidarisions prudemment de lui en tant qu'allié, en 1901 nous lui déclarions la guerre en tant que libéral incapable de prendre fait et cause pour des revendications tant soit peu conséquentes, ne serait-ce que sur le seul : plan de la démocratie.

En 1895, quelques années avant le « bernsteinisme »³⁴ en Occident et avant la rupture totale de toute une série de littérateurs russes « d'avant-garde » avec le marxisme, j'indiquais que M. Strouvé était un marxiste sur lequel l'on ne pouvait compter et dont les social-démocrates devaient se séparer. En 1901, quelques années avant que le parti cadet ne se manifeste dans la révolution russe et avant le fiasco politique de ce parti à la I^{ère} et à la II^{ème} Douma, je mettais en relief les aspects mêmes du libéralisme bourgeois qui allaient se révéler en Russie au cours des années 1905-1907 dans les activités et actions politiques de masse.

L'article « *Les Annibals du libéralisme* » faisait la critique des raisonnements erronés d'un libéral, mais il s'avère que l'on peut aujourd'hui reprendre presque intégralement cette critique à l'adresse de la politique menée par le plus grand parti libéral au cours de notre révolution. Cet article montrera leur erreur à ceux qui seraient enclins de penser que nous, bolcheviks, avons modifié la politique que les social-démocrates menaient autrefois vis-à-vis du libéralisme, lorsque nous luttions sans merci en 1905-1907 contre les illusions constitutionnelles et contre le parti cadet. Les bolcheviks sont restés fidèles aux traditions de la social-démocratie révolutionnaire et ne se sont pas laissé aller à l'ivresse bourgeoise à laquelle s'adonnèrent les libéraux à l'époque du « zigzag constitutionnel » et qui devait obscurcir momentanément la conscience de l'aile droite de notre parti.

La brochure qui vient ensuite, *Que faire ?*, parut à l'étranger tout au début de l'année 1902. Elle est consacrée à la critique de l'aile droite dans les organisations social-démocrates et non plus dans les courants littéraires. En 1898 s'était tenu le premier congrès de la social-démocratie et avait été créé le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. L'organisation du parti à l'étranger prit le nom d'« Union des social-démocrates russes »; en son sein figurait également le groupe « Libération du Travail ». Mais les organismes centraux du parti furent détruits par la police et ne purent être remis sur pied. En fait, on ne pouvait parler d'unité du parti; celle-ci n'existait qu'à l'état d'idée, de directive. L'engouement pour les grèves et pour la lutte économique fit surgir à l'époque une forme particulière d'opportunisme social-démocrate qui fut baptisé du nom d'« économisme ». Lorsque le groupe de l'*Iskra*, tout à la fin de l'année 1900, commença à avoir des activités à l'étranger, la scission sur ce terrain était déjà consommée. C'est au printemps 1900 que Plékhanov s'était retiré de l'« Union des social-démocrates russes » à l'étranger pour constituer une organisation séparée, nommée « Le Social-Démocrate ».

Les activités de l'*Iskra* s'effectuèrent en principe indépendamment des deux fractions, mais en réalité elles s'exercèrent au côté du groupe de Plékhanov et contre l'« Union ». Une tentative de fusion (congrès de l'« Union » et du « Social-Démocrate » à Zürich en juin 1901) échoua. La brochure *Que faire ?* fait l'exposé systématique des causes de la discorde ainsi que du caractère de la tactique et de l'activité d'organisation de l'*Iskra*.

Les adversaires actuels des bolcheviks, les mencheviks, ainsi que les littérateurs du camp libéral bourgeois (cadets, « sans-titre »³⁵ du journal *Tovarichtch*, etc.) se réfèrent à cette brochure. C'est pourquoi je la reproduis ici avec de très légères coupures de détails qui ne portent que sur des rapports d'organisation ou sur des remarques polémiques secondaires. En ce qui concerne l'essentiel de cette brochure, il est indispensable d'attirer du lecteur d'aujourd'hui sur ce qui suit.

La principale erreur que commettent ceux qui, à l'heure actuelle, polémiquent avec *Que faire ?*, c'est de vouloir absolument extraire cet ouvrage de son contexte historique et faire abstraction d'une période précise et déjà lointaine du développement de notre parti. Cette erreur transparait clairement par exemple chez Parvus (pour ne pas citer un nombre considérable de mencheviks), qui parlait, plusieurs années après la parution de la brochure, des idées fausses et exagérées qui y étaient développées au sujet de l'organisation des révolutionnaires professionnels.

Maintenant de semblables déclarations produisent une impression franchement comique. Tout se passe comme si l'on voulait faire fi de toute une période du développement de notre parti, comme si l'on voulait oublier des conquêtes qui en leur temps n'ont pas été sans lutte, mais qui sont maintenant bien consolidées et ont joué un rôle utile.

Se lancer aujourd'hui dans des raisonnements sur le fait que l'*Iskra* (en 1901 et 1902 !) surestimait l'idée de l'organisation des révolutionnaires professionnels, c'est comme si après la guerre russo-japonaise on accusait les japonais d'avoir surestimé les forces armées russes, de s'être préoccupé exagérément avant la guerre de préparer leur lutte contre ces forces. Pour vaincre, les japonais devaient rassembler toutes leurs forces contre la plus grande quantité possible de forces russes. Malheureusement nombreux sont ceux qui jugent notre parti de l'extérieur, sans connaître les choses, sans se rendre compte qu'aujourd'hui l'idée d'une organisation de révolutionnaires professionnels a déjà totalement triomphé. Or, cette victoire n'eût pas été possible si l'idée n'en avait pas été poussée au *premier plan*, si l'on ne l'avait pas « exagérément » inculquée à gens qui en empêchaient la réalisation.

Que faire ?, c'est le condensé de la tactique de l'*Iskra*, de la politique d'organisation de l'*Iskra* en 1901 et en 1902. C'est exactement un « condensé », ni plus ni moins. Quiconque veut se donner la peine de prendre connaissance de l'*Iskra* des années 1901 et 1902, ne peut manquer de s'en convaincre^a. Mais juger de ce condensé sans connaître et sans comprendre la lutte menée par l'*Iskra* contre le courant de l'économisme alors *dominant*, c'est tout bonnement discuter en l'air. L'*Iskra* s'est battue pour la création d'une organisation de révolutionnaires professionnels, elle s'est battue avec une particulière vigueur en 1901 et en 1902; elle a vaincu l'économisme qui dominait à l'époque, elle a *mis sur pied* cette organisation en 1903, elle l'a préservée, malgré la scission qui devait se produire par la suite entre partisans de l'*Iskra*, malgré tous les remous de la tempête, et cela pendant la durée entière de la révolution russe, de 1901-1902 jusqu'en 1907.

Or, à présent que la lutte pour cette organisation est depuis longtemps terminée, alors que les semailles ont été faites, que le grain a mûri, que la moisson est finie, voici que surgissent des gens qui clament : « on a donné une ampleur exagérée à l'idée d'organisation des révolutionnaires professionnels ! ». N'est-ce pas comique ?

Prenez toute la période prérévolutionnaire et l'ensemble des trente premiers mois de la révolution (1905-1907), et faites la comparaison entre notre parti social-démocrate et les autres partis sous le rapport de la cohésion, de l'organisation, de la continuité. Vous devez, sous ce rapport, reconnaître à notre parti une supériorité sur tous les autres, sur les cadets, sur les socialistes-révolutionnaires, etc., *sans la moindre contestation possible*. Avant la révolution, le parti social-démocrate avait élaboré un programme reconnu officiellement par tous ses membres et quand des modifications lui furent apportées il n'y eut pas de scission à cause du programme. De 1903 à 1907 (officiellement de 1905 à 1906) en dépit de la scission, la social-démocratie a donné au public les plus larges informations sur sa situation interne (procès-verbaux du deuxième congrès commun, du III^{ème} congrès bolchevique, du IV^{ème} congrès ou congrès commun de Stockholm). En dépit de cette scission, le parti social-démocrate avant tous les autres partis, a su profiter de la période passagère de liberté pour réaliser une organisation légale avec un régime démocratique idéal, un système électoral et représentation aux congrès en fonction du nombre des membres organisés du parti. Ceci vous ne le trouverez pas, jusqu'à ce jour, ni chez les socialistes-révolutionnaires, ni chez les cadets, bien que ce parti bourgeois pratiquement légal soit le mieux organisé, dispose par rapport à nous de moyens financiers combien plus considérables : et jouisse de la liberté d'utiliser la presse et de la possibilité de vivre au grand jour. Par ailleurs, les élections à la II^{ème} Douma, auxquelles prirent part tous les partis, n'ont-elles pas montré de façon éloquente que le degré

a Dans le troisième tome du présent ouvrage, on trouvera reproduits les principaux articles de l'*Iskra* au cours des années en question (c'est-à-dire dans le troisième volume du recueil *En douze ans*, non publié – NdT).

de cohésion de notre parti et de notre fraction parlementaire est plus élevé que chez tous les autres partis ?

Qu'est-ce qui a donc permis de donner à notre parti cette cohésion, cette solidité et cette stabilité ? C'est l'organisation des révolutionnaires professionnels, créée avant tout par les soins de l'*Iskra*. Quiconque connaît bien l'histoire de notre parti et a vécu lui-même sa période de formation, celui-là n'a besoin que d'un simple coup d'œil sur la composition de la délégation de n'importe quelle fraction du congrès de Londres, par exemple, pour s'en convaincre, pour reconnaître immédiatement le vieux noyau, le noyau de base de ceux qui, avec le plus grand cœur, ont pris soin du parti et l'ont amené à maturité. Bien entendu, la cause première de ce succès réside dans le fait que la classe ouvrière, dont les meilleurs éléments constituèrent la : social-démocratie, se distingue, pour des raisons économiques objectives, de toutes les classes de la société capitaliste par une plus grande aptitude à s'organiser. N'était cette condition, l'organisation des révolutionnaires professionnels eût été un jouet, une aventure, une facade sans rien derrière, et la brochure *Que faire ?* souligne à maintes reprises que cette organisation qu'elle défend n'a de raison d'être qu'en liaison avec « la classe réellement révolutionnaire et qui monte spontanément au combat ». Mais l'aptitude objective maximale du prolétariat à se regrouper en une classe est réalisée par des êtres vivants, dans des formes d'organisation déterminées et pas autrement. Et nulle autre organisation que l'« *Iskra* » n'eût pu, dans nos conditions historiques, dans la Russie années 1900-1905, créer un parti social-démocrate *tel* que celui qui existe à l'heure actuelle. Le révolutionnaire professionnel a mené à bien l'œuvre qu'il avait à accomplir dans l'histoire du socialisme prolétarien russe. Cette œuvre : qui a depuis longtemps dépassé le cadre étroit des « : cercles » des années 1902-1905, aucune force n'est aujourd'hui en mesure de la réduire à néant; et les lamentations attardées des gens, qui accusent d'exagération ceux qui en leur temps devaient lutter pour assurer la préparation de l'accomplissement des tâches militantes, ne pourront amoindrir la portée des conquêtes déjà faites.

Je viens de faire allusion au cadre étroit des cercles de l'époque de l'ancienne *Iskra* (à partir de la fin de l'année 1903, avec le n° 51, l'*Iskra* se tourna vers le menchévisme, proclamant qu'« *entre l'ancienne et la nouvelle Iskra, y a un abîme* », paroles de Trotsky, dans une brochure approuvée par la direction menchevique de l'*Iskra*). Il convient de donner au lecteur d'aujourd'hui quelques mots d'explication au sujet de l'esprit qui régnait dans ces cercles. En lisant *Que faire ?* et la brochure *Un pas en avant, deux pas en arrière* qui vient ensuite, le lecteur verra se dérouler devant lui la lutte passionnée, parfois haineuse et destructrice, des *cercles se trouvant à l'étranger*. Il est indéniable que cette lutte possède de nombreux aspects peu attrayants. Il est indéniable qu'elle est un phénomène possible seulement dans un mouvement ouvrier encore très jeune et manquant de maturité dans le pays en question. Il est indéniable que les militants du mouvement ouvrier actuel en Russie doivent rompre avec de nombreuses traditions établies dans les cercles, qu'ils doivent oublier et rejeter maintes mesquineries héritées de la vie des cercles et de leurs querelles, afin d'accomplir avec une vigueur redoublée les tâches présentes de la social-démocratie. Le renforcement du parti par des éléments *prolétariens* peut seul, en liaison avec une activité de masse au grand jour, extirper toutes les traces de la mentalité des cercles, héritage du passé qui n'a rien à voir avec les tâches actuelles. D'ailleurs, le passage au mode démocratique d'organisation du parti ouvrier, passage proclamé par les bolcheviks dans la *Novaja Jizn*³⁶ en novembre 1905 au moment même où venaient de se créer les conditions d'une activité au grand jour, ce passage constituait déjà au fond une rupture définitive avec ce qui était caduc dans l'héritage laissé par les cercles...

Oui, « avec ce qui était caduc », car il ne suffit pas de condamner la mentalité des cercles, il faut savoir en comprendre la signification en les replaçant dans les conditions particulières de l'époque. En leur temps les cercles étaient nécessaires, et ils jouèrent un rôle positif. Dans un pays autocratique en général, dans les conditions créées par toute l'histoire du mouvement révolutionnaire *russe* en particulier, le parti ouvrier socialiste *ne pouvait* se développer autrement qu'à partir des cercles. Ceux-ci, étroits, fermés, fondés presque toujours sur l'amitié personnelle d'un effectif très réduit, n'en constituèrent pas moins une étape nécessaire du développement du socialisme et du mouvement ouvrier en Russie. Mais à mesure que grandissait ce mouvement, se posait la tâche de regrouper ces cercles, de créer des liens solides entre eux, d'établir une succession. Or il n'était pas possible de résoudre ce problème sans créer une solide base opérationnelle « hors d'atteinte » de l'autocratie, *c'est-à-dire à l'étranger*. C'est donc par la force de la nécessité que naquirent les cercles à l'étranger. Aucun lien ne les réunissait et ils n'étaient pas soumis à l'autorité d'un parti russe. Ils ne pouvaient donc manquer d'avoir des optiques différentes quant aux tâches fondamentales du mouvement de cette époque, *c'est-à-dire* précisément quant à la *manière* dont devait être créée une base opérationnelle et dont ils devaient contribuer à la mise sur pied d'un parti commun. Dans de telles conditions les cercles ne pouvaient pas ne pas s'affronter. Aujourd'hui, quand nous regardons en arrière, nous voyons distinctement lequel d'entre ces cercles était à même de remplir la fonction de base opérationnelle, Mais alors, au début de l'activité des différents cercles, personne ne pouvait le dire et seule la lutte pouvait trancher la discussion. Parvus, on s'en souvient, accusa par la suite la vieille *Iskra* de mener un combat destructeur à : l'encontre des cercles, et il prôna après coup une politique conciliatrice. Mais c'est facile à dire après coup, et le dire, c'est montrer qu'on n'a pas compris quelles étaient alors les conditions. En premier lieu, on ne disposait d'aucun critère permettant de juger de l'influence et du *sérieux* : de tel ou tel cercle. Nombreux étaient ceux, maintenant oubliés, dont l'importance avait été exagérée, mais en leur temps ils voulaient par la lutte faire la preuve de leur droit à l'existence. En second lieu, les différends entre cercles résidaient dans *l'orientation* à donner à un travail alors encore nouveau. Je remarquai déjà à l'époque (dans *Que faire ?*) que les dissensions paraissaient minimes, mais qu'en réalité elles avaient une énorme importance, étant donné qu'avec l'apparition de nouvelles activités, avec l'apparition du mouvement social-démocrate, la définition du caractère général de ces activités et de ce mouvement se répercuterait très fortement sur la propagande, l'agitation et l'organisation. Toutes les discussions ultérieures entre social-démocrates tournèrent autour de l'orientation à donner au travail politique du parti ouvrier dans tel ou tel cas particulier. Mais alors, les controverses portaient sur la définition des principes les plus généraux et des tâches fondamentales de *toute* politique social-démocrate en général.

Les cercles ont accompli leur mission et, à présent, ils ont, bien entendu, fait leur temps. Mais s'ils n'ont plus de raison d'être, c'est uniquement parce que leur lutte avait posé avec la plus vive acuité les questions les plus cruciales de la social-démocratie, parce qu'elle les avait résolues dans un esprit révolutionnaire intransigeant, créant ainsi une base solide, rendant possible un travail de parti sur une large échelle.

Des questions particulières soulevées par les littérateurs autour de la brochure *Que faire ?*, je ne retiendrai que les deux suivantes. Peu après la parution de *Un pas en avant, deux pas en arrière*, Plékhanov déclara en 1904 dans l'*Iskra* qu'il était en désaccord de principe avec moi sur la question de la spontanéité et de la conscience. Je ne répondis pas à cette déclaration (à part une note publiée dans le *Vpériod*³⁷ de Genève), ni aux multiples reprises de ce thème dans la littérature menchevique; si je ne le fis pas, c'est parce que la critique de Plékhanov avait le caractère évident d'une chicane stérile se fondant sur des phrases et des expressions isolées,

arrachées de leur contexte, formulées par moi de façon insuffisamment adroite ou exacte, et qu'elle passait sous silence le contenu général et tout l'esprit de la brochure. *Que faire ?* fut publié en mars 1902. Le projet de programme du parti (composé par Plékhanov avec amendements de la rédaction de *l'Iskra*) le fut en juin ou juillet de la même année. Le rapport entre le spontané et le conscient était formulé dans ce projet en accord avec l'ensemble de la rédaction de *l'Iskra* (la discussion au sujet du programme entre Plékhanov et moi-même se déroula à l'intérieur de la rédaction, mais justement pas à propos de cette question. Nous parlâmes de l'éviction de la petite production par la grande et j'exigeai notamment une formulation plus précise que celle de Plékhanov ; nous discutâmes aussi des différences de point de vue entre le prolétariat et les classes laborieuses en général, et j'insistai pour que l'on donnât une définition plus précise du caractère purement prolétarien du parti).

En conséquence, il ne pouvait être question à ce sujet de divergences de principe entre le projet de programme et *Que faire ?* Au deuxième Congrès (août 1903), Martynov, un économiste de l'époque, voulut contester nos conceptions sur la spontanéité et la conscience énoncées dans le programme. Mais tous les partisans de *l'Iskra* s'élevèrent contre lui, comme je l'indique dans *Un pas en avant*, etc. Il est donc clair que des dissensions séparaient au fond *l'Iskra* et les économistes, lesquels lançaient leurs attaques contre *ce qu'il y avait de commun* dans *Que faire ?* et les projets de programme. Il n'avait pas été dans mon intention au deuxième Congrès non plus d'ériger les formulations dans *Que faire ?* en une sorte de programme, un énoncé de principes particuliers. Bien au contraire, j'usai d'une expression qui par la suite devait être souvent citée, celle de la barre tordue. *Que faire ?* disais-je, redresse la barre tordue par les économistes (voir les procès-verbaux du deuxième Congrès du P.O.S.D.R. en 1903, Genève 1904), et c'est précisément parce que nous redressons énergiquement les déviations que notre « barre » sera toujours bien droite.

Le sens de ces mots ne prête pas à confusion : *Que faire ?* par la polémique, corrige l'économisme. Considérer le contenu de cette brochure en faisant abstraction de cette tâche serait erroné. Je voudrais remarquer que l'article, écrit par Plékhanov contre *Que faire ? n'a pas* été reproduit dans le recueil de la nouvelle *Iskra (En deux années)*; c'est pourquoi je ne relève pas ici les arguments de Plékhanov et je me borne à expliquer l'essentiel de la chose au lecteur d'aujourd'hui, qui peut rencontrer des références à cette question dans de très nombreuses parutions mencheviques.

Une autre remarque a trait à la question de la lutte économique et des syndicats. C'est fréquemment que, dans la littérature politique, on développe à contresens mes conceptions à ce sujet. C'est pourquoi il est nécessaire de souligner que de nombreuses pages de *Que faire ?* sont consacrées à l'explication de l'importance *énorme* de la lutte économique et des syndicats. En particulier, je prenais alors position pour la *neutralité* des syndicats. Depuis, ni dans mes brochures, ni dans mes articles de presse, *je ne me suis exprimé d'autre manière*, en dépit des multiples assertions de mes adversaires. Seul le Congrès de Londres du P.O.S.D.R. ainsi que le congrès socialiste international de Stuttgart m'ont amené à la conclusion que l'on ne pouvait, *sur le plan des principes*, défendre la neutralité des syndicats. Rapprocher le plus possible les syndicats du parti, tel est l'unique principe correct. Tendre à rapprocher et à rattacher les syndicats au parti, telle doit être notre politique, politique qu'il convient de mener avec persévérance et fermeté dans toute notre propagande et agitation, dans notre activité d'organisation, sans quêter à tout prix des « approbations » de pure forme et sans aller jusqu'à exclure des syndicats ceux qui ne sont pas d'accord.

La brochure *Un pas en avant, deux pas en arrière* fut publiée à Genève en été 1904. Elle décrit le premier stade de la scission entre mencheviks et bolcheviks, scission dont l'origine

remonte au deuxième congrès (août 1903). Cette brochure, je l'ai réduite environ de moitié, car les détails secondaires de la lutte d'organisation, tournant en particulier autour de la composition des organismes du parti, sont totalement dépourvus d'intérêt pour le lecteur d'aujourd'hui et méritent au fond de sombrer dans l'oubli. Mais l'analyse de la lutte des conceptions tactiques et autres au deuxième congrès, ainsi que la polémique à propos des conceptions mencheviques en matière d'organisation me paraissent ici essentielles : l'une et l'autre sont indispensables pour bien comprendre le menchévisme et le bolchévisme en tant que courants qui ont marqué de leur sceau l'ensemble de l'activité du parti ouvrier dans notre révolution.

Des débats au deuxième Congrès du Parti social-démocrate, je retiendrai ceux qui portèrent sur le programme agraire. Les événements ont sans conteste prouvé que notre programme d'alors (restitution des *otrezki*³⁸) était d'une étroitesse extrême et qu'il *sous-estimait* les forces du mouvement démocratique révolutionnaire paysan. Mais j'en parlerai plus en détail dans le deuxième tome de la présente parution. Ce qu'il importe de souligner ici, c'est que même un programme agraire étroit à l'excès comme celui-ci paraissait *trop large* à l'époque aux yeux de l'aile droite du parti social-démocrate. Martynov et les autres économistes engagèrent la lutte contre lui sous prétexte qu'il allait trop loin ! On est donc à même de juger de la grande importance pratique de la lutte engagée par l'ancienne *Iskra* contre l'économisme, contre le rétrécissement et le rabaissement de tout le caractère de la politique social-démocrate.

Les dissensions avec les mencheviks à cette époque (première moitié de l'année 1904) se limitaient à des questions d'organisation. Je caractérisais la position des mencheviks comme un « *opportunisme dans les questions d'organisation* ». Ce à quoi P. Axelrod dans une lettre à Kautsky répliquait : « *Mes faibles facultés ne me permettent pas de comprendre ce que c'est que cette chose : « l'opportunisme dans les questions d'organisation » que l'on pousse sur la scène comme quelque chose d'indépendant sans lien organique avec des conceptions de tactique et de programme* » (lettre du 6 juin 1904 reproduite dans le recueil de la nouvelle *Iskra*, *En deux années*, 2^e partie, p. 149).

Quel était le lien organique de l'opportunisme dans les conceptions de tactique avec celles d'organisation, toute l'histoire du menchévisme entre 1905 et 1907 l'a suffisamment montré. Pour ce qui est de « *l'opportunisme dans les questions d'organisation* », cette chose « *incompréhensible* », la vie a confirmé la justesse de mon appréciation de façon plus éclatante encore que je ne m'y attendais. Il suffit d'indiquer que le *menchevik* Tchérévanine lui-même est contraint de reconnaître aujourd'hui (voir sa brochure sur le congrès de Londres de 1907 du P.O.S.D.R.) que les plans d'organisation d'Axelrod (le fameux « congrès ouvrier », etc.) ne peuvent que donner lieu à des scissions funestes à la cause du prolétariat. Mais ce n'est pas tout. Le même *menchevik* Tchérévanine raconte que Plékhanov dut se battre à Londres à l'intérieur de la fraction menchevique contre « l'anarchisme *sur le plan de l'organisation* ». Ainsi donc, ce n'est pas en vain que j'avais engagé le combat en 1904 contre « l'opportunisme dans les questions d'organisation », puisqu'en 1907 Tchérévanine et Plékhanov furent contraints de faire l'aveu de l'« anarchisme sur le plan de l'organisation » des mencheviks influents.

De l'opportunisme dans les questions d'organisation les mencheviks passèrent à l'opportunisme dans les questions de tactique. La brochure « *La campagne des zemstvos et le plan de l'Iskra* » (qui parut à Genève à la fin de l'année 1904, en novembre ou décembre, semble-t-il) constate leur premier pas dans cette direction. Dans la littérature actuelle, il n'est pas rare de rencontrer des passages où l'on soutient que les dissensions sur la question de la campagne des zemstvos venaient du fait que les bolcheviks déniaient toute utilité aux

manifestations devant les membres des zemstvos³⁹. Le lecteur constatera que cette opinion est complètement erronée. Les divergences naquirent du fait que les mencheviks se mirent alors à dire qu'il ne fallait pas semer la *panique* chez les libéraux, et encore plus du fait qu'après la grève de Rostov en 1902, après les grèves et les barricades de l'été 1903, les mencheviks, à la veille du 9 janvier 1905, proclamèrent que les manifestations devant les zemstvos constituaient le *type supérieur* de manifestation. Dans le n°1 du journal bolchevique *Vpériod* qui parut en janvier 1905 à Genève, notre appréciation du « *plan de campagne des zemstvos* » menchevique trouvait son expression dans le titre de l'article consacré à cette question : « *Sur les bonnes manifestations des prolétaires et les mauvais raisonnements de certains intellectuels* ».

La dernière brochure que nous reproduisons ici fut publiée à Genève pendant l'été 1905. Il s'agit de *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*. On y trouve exposées, systématiquement cette fois, les divergences tactiques *fondamentales* d'avec les mencheviks. Les résolutions du « III^{ème} Congrès du P.O.S.D.R. » (bolchevique) tenu à Londres au printemps et de la conférence menchevique de Genève avaient totalement consacré ces désaccords pour aboutir à une divergence *fondamentale* dans l'appréciation de notre révolution bourgeoise dans son ensemble du point de vue des tâches du prolétariat. Alors que les bolcheviks conféraient au prolétariat le rôle de *chef* dans la révolution démocratique, les mencheviks le ramenaient à celui d'« opposition extrémiste ». Alors que les bolcheviks définissaient de façon positive le caractère de classe et la signification de classe de la révolution, disant : une révolution victorieuse, c'est une révolution qui conduit à la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie », les mencheviks continuaient d'interpréter le concept de révolution bourgeoise de façon si erronée qu'ils en arrivaient à accepter pour le prolétariat un rôle de subordonné et de vassal de la bourgeoisie dans la révolution.

On sait comment ces dissensions de principe se sont traduites dans la pratique : boycottage de la Douma de Boulyguine par les bolcheviks et hésitations des mencheviks; boycottage de la Douma de Witte par les bolcheviks et hésitations des mencheviks qui avaient appelé à voter, mais pas lors des élections à la Douma; soutien du ministère cadet et de la politique cadette à la I^e Douma par les mencheviks et dénonciation résolue des illusions constitutionnelles et de la nature contre-révolutionnaire des cadets par les bolcheviks, de pair avec la propagande pour un « comité exécutif des gauches⁴⁰ »; enfin bloc de gauche des bolcheviks aux élections à la deuxième Douma et blocs des mencheviks et des cadets, etc., etc.

Aujourd'hui, la « période cadette » de la révolution russe (expression de la brochure : *La victoire des cadets et les tâches du parti ouvrier*, mars 1906) semble toucher à sa fin. La nature contre-révolutionnaire des cadets a été totalement démasquée. Les cadets eux-mêmes commencent à avouer qu'ils n'ont cessé de combattre la révolution, et M. Strouvé finit par étaler sans détours les pensées intimes du libéralisme cadet. Plus attentivement le prolétariat conscient considérera aujourd'hui toute la période cadette dans son ensemble, tout ce « zigzag constitutionnel », et plus il deviendra évident que les bolcheviks surent apprécier d'avance et avec justesse cette période et la nature du parti cadet, que les mencheviks menèrent vraiment une politique erronée, dont la signification objective équivalait à substituer à la politique indépendante du prolétariat une politique de subordination du prolétariat au libéralisme bourgeois.

Lorsqu'on jette un regard d'ensemble sur la lutte des deux tendances dans le marxisme et dans la social-démocratie russes au cours de ces douze années (1895-1907), on ne peut manquer de conclure que le « marxisme légal », « l'économisme » et le « menchévisme » sont

des manifestations diverses d'une seule et même tendance historique. Le « marxisme légal » de M. Strouvé (1894) et de ses semblables constituait *le reflet du marxisme dans la littérature bourgeoise*. L'« économisme », en tant qu'orientation particulière du travail de la social-démocratie en 1897 et au cours des années suivantes, réalisa en fait le programme du « *Credo* » *libéral bourgeois* : aux ouvriers la lutte économique, aux libéraux la lutte politique. Quant au menchévisme, ce n'est pas seulement un courant littéraire, ce n'est pas seulement une orientation de l'activité de la social-démocratie, mais une fraction unie qui mena pendant la période de la révolution russe (1905-1907) une politique distincte *tendant en fait à subordonner le prolétariat au libéralisme bourgeois*^a.

Dans tous les pays capitalistes, le prolétariat est inévitablement relié à son voisin de droite, la petite bourgeoisie, par des milliers de degrés transitoires. Dans tous les partis ouvriers, il ne peut manquer de se former une aile plus ou moins nettement dessinée qui, dans ses conceptions, dans sa tactique, dans sa « ligne » d'organisation, représente les tendances de l'opportunisme petit-bourgeois. Dans un pays aussi petit-bourgeois que la Russie, à l'époque de la révolution bourgeoise, à l'époque des premiers : débuts du jeune parti ouvrier social-démocrate, ces tendances ne pouvaient pas ne pas se manifester de façon bien plus forte, plus nette, plus frappante que partout ailleurs en Europe. Prendre connaissance des différentes formes sous lesquelles cette tendance est apparue dans la social-démocratie russe au cours des diverses périodes de son développement, c'est là chose nécessaire pour renforcer le marxisme révolutionnaire, pour tremper la classe ouvrière russe dans sa lutte émancipatrice.

Publié en novembre 1907 dans le recueil « En douze ans », Saint-Pétersbourg.

Conforme au texte du recueil.

a L'analyse de la lutte des différents courants et nuances au deuxième congrès du parti (voir la brochure *Un pas en avant, deux pas en arrière*, 1904) prouve de façon irréfutable qu'il existait un lien direct et immédiat entre « l'économisme » de 1897 et des années suivantes et le menchévisme. Quant au lien entre « l'économisme » dans la social-démocratie et le « marxisme légal » ou le « strouvisme » de années 1895-1897, je l'ai mis en lumière dans la brochure *Que faire ?* (1902). Le marxisme légal-économisme-menchévisme ne sont pas reliés sur le seul plan idéologique, ils sont en outre rattachés par une succession historique directe.

Notes politiques

Source : « *Proletari* » n° 21, le 26 (13) février 1908. - *Œuvres* t. XIII (juin 1907 – avril 1908)

Les chauvins sont à l'œuvre. Ils s'acharnent à faire courir des bruits sur les armements des Japonais, dont 600 bataillons seraient concentrés en Mandchourie pour attaquer la Russie. La Turquie pousserait activement ses armements pour lui déclarer la guerre dès le printemps prochain. Au Caucase une insurrection serait en préparation, en vue de le détacher de la Russie (il ne manquerait plus que l'on criât aux machinations des Polonais !). Les persécutions contre la Finlande sont attisées par des histoires fantastiques sur ses armements. Une violente campagne est menée contre l'Autriche à propos de la construction d'une voie ferrée en Bosnie. La presse russe redouble d'attaques contre l'Allemagne, laquelle travaillerait à dresser la Turquie contre la Russie. La campagne ne se fait pas seulement dans la presse russe, mais aussi dans la française, dont la dévotion monnayée au gouvernement de Russie a été si fort à propos évoquée récemment à la Douma par un député social-démocrate.

Les journaux bourgeois sérieux d'Occident se refusent à reconnaître que toute cette campagne n'est que le fruit de l'imagination des folliculaires ou une entreprise malhonnête visant à faire sensation. Non, c'est assurément des "cercles dirigeants" - lisez : du gouvernement tsariste des Cent-Noirs ou de la bande secrète de la Cour, comme la fameuse "Chambre étoilée", - qu'émanent le mot de passe singulièrement précis, la "ligne" systématique, quelque chose comme une "orientation nouvelle". Le fait d'avoir interdit l'accès de la commission de la défense nationale de la Douma à tous les députés qui ne sont pas membres de cette commission, c'est-à-dire non seulement aux partis révolutionnaires mais aussi au parti cadet, est mis par la presse étrangère en relation directe avec cette campagne de chauvinismes ; on raconte même que le gouvernement russe, afin de marquer son plein mépris pour le "constitutionnalisme", a l'intention de demander les crédits pour le renforcement des troupes de couverture, non pas à l'ensemble de la Douma, mais à la commission ultra-réactionnaire et octobriste.

Voici quelques passages empruntés aux journaux européens, nullement socialistes, et que l'on ne saurait soupçonner d'optimisme à l'égard de la révolution russe :

"Les victoires allemandes sur la France (en 1870) ont rallumé, ainsi que l'a constaté un jour Bismarck, l'ambition des hommes de guerre russes qui eux aussi ont allongé le bras vers les lauriers militaires. Pour des raisons politiques, religieuses et historiques, la Turquie, semble-t-il a été l'objet tout rêvé à cet effet (guerre avec la Turquie, 1877-1878). Assurément le même point de vue est partagé aujourd'hui par certains milieux en Russie, oublieux des leçons de la guerre japonaise et qui méconnaissent les véritables besoins de leur pays. Comme dans les Balkans il n'y a plus de "petits frères" à libérer, il faut songer à d'autres moyens susceptibles d'agir sur l'opinion russe. Et ces moyens, il faut bien le dire, sont encore plus maladroits que ceux d'autrefois - on veut représenter la Russie entourée d'ennemis intérieurs et extérieurs.

Les milieux dirigeants russes tendent à affermir leur situation par de vieux procédés : écraser par la violence le mouvement d'émancipation au dedans et détourner l'attention du peuple de la déplorable situation du pays, en réveillant les sentiments nationalistes, en suscitant des conflits diplomatiques dont il est impossible de prévoir l'issue."

Quel est donc le sens de cette nouvelle ligne de conduite chauvine dans la politique de l'absolutisme contre-révolutionnaire ? Seuls des hommes qui sentent le sol se dérober

définitivement sous leurs pieds peuvent, après Tsou-Shina et Moukden, se lancer dans une telle politique. En dépit de tous les efforts tentés, l'expérience de deux années de réaction n'a pas donné à l'autocratie des Cent-Noirs le moindre appui plus ou moins sûr à l'intérieur du pays, ni formé aucun nouvel élément social susceptible, économiquement, de rénover l'autocratie. Hors de là, il n'est pas d'atrocités ni de frénésie contre-révolutionnaires capables de maintenir l'ordre politique actuel en Russie.

Stolypine, et les propriétaires fonciers ultra-réactionnaires, et les octobristes se rendent compte qu'à moins de créer de nouveaux appuis sociaux, il leur est impossible de se maintenir au pouvoir. D'où leur politique visant à ruiner à fond le paysan, à détruire par la violence la communauté rurale pour déblayer la voie devant le capitalisme agraire, *coûte que coûte*. Les plus savants, les plus instruits, les plus "humanitaires" des libéraux russes, tels que les professeurs des *Rousskié Viédmosti* - se montrent à cet égard infiniment plus obtus que tous les Stolypine. "Il n'y aura rien d'étonnant, - déclare l'éditorialiste du 1^{er} février du journal en question, - si, au moment où, par exemple, se décidera le sort des règlements provisoires de novembre, les communautaires slavophiles d'hier appuient les tentatives faites par le ministère pour détruire la communauté par l'aliénation de la terre au profit d'économies privées... Il est même permis de supposer que les buts défensifs communs à la majorité conservatrice de la Douma et au ministère les inciteront l'une et l'autre à prendre des mesures plus agressives même que les fameux oukases de 1906... Tableau vraiment surprenant : avec le concours des représentants des partis conservateurs, le gouvernement conservateur prépare une réforme radicale dans le domaine des rapports agraires, - lequel domaine est moins que tout autre susceptible de brusques changements, - décidé à cette mesure radicale par d'abstraites considérations de préférence pour une forme de propriété plutôt que pour une autre."

Ouvrez les yeux, monsieur le professeur, - secouez la poussière des archives du populisme ancestral, - et regardez ce qu'ont fait deux années de révolution. Stolypine ne vous a pas seulement vaincu par la force physique, mais aussi parce qu'il a parfaitement compris le besoin le plus pressant du développement économique, la nécessité impérieuse de briser l'ancienne forme de propriété terrienne. Le grand "revirement", opéré à jamais par la révolution, est que l'autocratie des Cent-Noirs, qui *pouvait* autrefois s'appuyer sur les formes médiévales de la propriété terrienne est *contrainte* aujourd'hui, contrainte à tous égards et sans recul possible, de travailler avec une hâte fébrile à leur destruction. Car elle a compris que sans la *démolition* de l'ancien régime agraire *il n'est point d'issue* à la contradiction qui, plus que tout, explique la révolution russe : les formes les plus désuètes de propriété foncière, la campagne la plus inculte, le capitalisme industriel et financier le plus avancé !

Ainsi, nous demanderont avec stupeur les populistes, vous êtes partisans de la législation agraire de Stolypine ? - Oh ! non, tranquillisez-vous ! Nous sommes absolument contre toutes les formes de l'ancienne propriété terrienne en Russie, seigneuriale et parcellaire. Nous sommes absolument pour la destruction violente de ce vieux système, caduc et pourri, dont les relents empoisonnent tout ce qui est nouveau, - nous sommes pour la *nationalisation* bourgeoise de la terre - seul mot d'ordre conséquent de la révolution bourgeoise, seule mesure pratique qui aiguille cette démolition historiquement nécessaire contre les grands propriétaires fonciers, en favorisant parmi la masse paysanne la formation de libres possesseurs de la terre qu'ils cultivent.

La révolution bourgeoise russe a ceci de particulier que la politique révolutionnaire dans cette question essentielle de la révolution qu'est la question agraire est réalisée, par les ultra-

réactionnaires et par les paysans avec les ouvriers. Tandis que les avocats et les professeurs libéraux préconisent cette chose absurde, utopique, non viable, à savoir : concilier deux méthodes opposées s'excluant l'une l'autre - méthodes de *destruction* de ce qui est périmé, - et les concilier de telle sorte qu'il n'y ait, en général, de démolition aucune. Ou bien la victoire de l'insurrection paysanne et la refonte totale des anciennes formes de propriété foncière au profit de la paysannerie rénovée par la révolution, c'est-à-dire confiscation des terres seigneuriales et proclamation de la République ; ou bien la refonte stolypinienne qui, elle aussi, rénove, - rénove en fait la vieille propriété terrienne en l'adaptant aux rapports capitalistes, mais uniquement dans l'intérêt des propriétaires fonciers, en ruinant à fond la masse paysanne, en la chassant de force du village, en expulsant, en exterminant par la famine, la prison, le bague, les fusillades et les tortures, l'élite de la jeunesse paysanne. Il n'est pas facile à une minorité d'exercer une telle politique à l'égard de la majorité, mais elle n'est pas impossible au point de vue économique. Nous devons aider le peuple à en prendre nettement conscience. Mais la tentative par une réforme prudente de démêler, dans la paix et sans violence, cet écheveau de contradictions médiévales, incroyablement embrouillé par des siècles d'histoire russe, est un rêve archi-stupide que seuls peuvent concevoir les cerveaux les plus racornis. Les nécessités économiques appellent certainement et amèneront certainement en Russie la plus "brutale révolution" dans le régime agraire. La question historique est seulement de savoir qui, des propriétaires fonciers conduits par le tsar et Stolypine ou des masses paysannes guidées par le prolétariat, accomplira cette révolution.

Le "bloc de l'opposition", tel est le thème d'actualité de la presse politique russe. Le journal policier-stolypinien *Rossia* exulte : "Bloc ? c'est dire que les cadets eux aussi sont des révolutionnaires ; sus aux cadets !" Le journal des cadets, la *Retch*, tout pénétré du désir fonctionnariste de démontrer que les cadets sont capables d'être aussi modérés que les octobristes, pince les lèvres, déverse des flots d'indignation "morale" au sujet des tentatives peu scrupuleuses de l'accuser de révolutionnisme. Il déclare : Certes, nous saluons la formation d'un bloc de l'opposition, mais ce bloc doit être un mouvement de "*gauche à droite*" (éditorial du 2 février). "Nous avons l'expérience des fautes et déceptions politiques. Lorsque l'opposition fait bloc, elle le fait, naturellement, sur le programme-minimum du plus modéré des partis qui la composent."

Ce programme est parfaitement clair : hégémonie du libéralisme bourgeois, voilà nos conditions, disent les cadets, - à la manière de Falloux répondant en 1871 à Thiers qui lui demandait son appui : la monarchie, voilà mes conditions.

La *Stolitchnaïa Potchta*, comprenant qu'il ne serait guère commode, qu'il serait incongru de dire tout franc ces choses-là, "n'est pas d'accord" avec la *Retch* ; elle s'en tire par de vagues allusions à l'"état d'esprit d'avant octobre" (cette censure maudite qui gêne tout programme politique clair !), et, au fond, par une invite à marchander. Puisque la *Retch* veut diriger, que les révolutionnaires veulent diriger (le nouveau bloc), n'y aurait-il pas un pourboire pour mes petits services d'honnête courtier ?

"Le bloc", nous témoignons nos plus vives sympathies à ce mot d'ordre, surtout lorsqu'on y fait allusion - quand ce ne serait qu'une simple allusion ! - à l'"état d'esprit d'avant-octobre". Mais l'histoire ne se répète pas, très aimables politiciens ! Et les leçons que nous a fournies "l'histoire de trois années", il n'est point de force qui puisse les effacer de la conscience des différentes classes. Ces leçons sont d'une richesse incomparable, tant par leur contenu positif (formes, caractère, conditions de la victoire remportée en 1905 dans leur lutte *de masse* par les

ouvriers et les paysans), - que par leur contenu négatif (effondrement de deux Doumas, c'est-à-dire effondrement des illusions constitutionnelles et de l'hégémonie des cadets).

Ceux qui désirent étudier systématiquement, méditer, s'assimiler, appliquer ces leçons parmi les masses, - nous les en félicitons, nous sommes entièrement acquis "au bloc", - au bloc formé pour une lutte implacable contre les renégats de la révolution. Pas d'accord ? C'est que nos chemins bifurquent.

Le vieux mot d'ordre d'"avant-octobre" est excellent, et (n'en déplaise à M-d-m du recueil *Nacha Mysl* !) nous ne le rejeterons pas ("Assemblée constituante"). Mais il est insuffisant. Il est trop formel. On n'y perçoit pas, posés pratiquement, les graves problèmes de la vie. Nous le compléterons par la grande leçon des trois grandes années. Notre "programme minimum", le "programme de notre bloc" est simple et clair : 1) confiscation de toutes les terres seigneuriales ; 2) république. Quant à l'Assemblée constituante, il nous la faut *telle* qu'elle nous permette de réaliser ce programme.

L'histoire des deux Doumas, des Doumas cadettes, a montré d'une façon saisissante que la véritable lutte des forces sociales, - cette lutte dont on n'a pas toujours eu conscience et qui ne s'est pas toujours extériorisée, mais qui a toujours exercé une action décisive sur toutes les grandes solutions politiques, qui a toujours balayé comme poussière les escamotages des profanes naïfs et charlatanesques du "constitutionnalisme", - cette lutte s'est poursuivie entièrement et sans réserve autour des deux "objectifs" signalés par nous. Ce ne sont pas les théories abstraites, mais l'expérience réelle de la lutte de nos masses populaires, dans les réelles conditions de l'autocratie des seigneurs terriens russes, qui nous a montré en fait que ces mots d'ordre précisément sont inéluctables. A quiconque est capable de les assimiler, nous proposons de "faire bande à part" et de "frapper ensemble", de frapper l'ennemi qui dévaste la Russie, qui extermine des milliers de ses meilleurs hommes.

"Vous resterez seuls avec un tel programme de bloc". Ce n'est pas vrai.

Lisez les discours des députés paysans sans-parti aux deux premières Doumas, et vous comprendrez que notre programme de bloc ne fait que formuler leurs desiderata, leurs besoins, les indispensables déductions élémentaires qu'ils comportent. A ceux qui ne les comprennent pas, - depuis les cadets jusqu'à Péchékhonov (lui aussi, nous écrit-on de Moscou, y a préconisé le bloc), - nous ferons la guerre au nom du "bloc".

Ce sera une guerre à outrance. Nous avons su travailler durant de longues années avant la révolution. Ce n'est pas sans raison qu'on a dit de nous : fermes comme le roc. Les social-démocrates ont constitué un parti prolétarien qui ne se laissera pas décourager par l'échec d'un premier assaut militaire ; il ne perdra pas la tête, il ne se laissera pas aller aux aventures. Ce parti marche vers le socialisme, sans se lier lui-même ni lier son sort à l'issue de telle ou telle période de révolutions bourgeoises. Et c'est la raison pour laquelle il est à l'abri des faiblesses des révolutions bourgeoises. Et ce parti prolétarien marche à la victoire.

- 1 Il s'agit du quatrième congrès des délégués de l'Union des instituteurs de Russie, congrès qui se tint en Finlande du 19 au 24 juin (2 au 7 juillet) 1907. Les délégués comprenaient 50 socialistes-révolutionnaires, 23 social-démocrates et 18 sans-parti, qui représentaient à eux tous près de 2 000 instituteurs organisés de Russie. Les questions suivantes étaient à l'ordre du jour : vote sur les statuts de l'Union, les élections à la III^e Douma rapports avec les autres organisations syndicales, rapports avec le zemstvo actuel, boycottage des postes des instituteurs licenciés, secours mutuel, etc. Le congrès se déroula dans une atmosphère de lutte serrée entre social-démocrates et socialistes-révolutionnaires.

En appliquant à l'Union des instituteurs de Russie l'épithète de « professionnelle et politique », Lénine s'appuyait sur le fait que l'Union, conformément au paragraphe 1 de ses statuts, menait, parallèlement à sa lutte pour l'amélioration des conditions matérielles faites aux instituteurs, la lutte pour la liberté de l'enseignement et jouait en même temps le rôle d'un syndicat et d'une ligue politique.

- 2 *Socialistes-révolutionnaires*, parti né en Russie fin 1901-début 1902 de l'union de divers groupes et cercles populistes (« Union des socialistes-révolutionnaires », « Parti des socialistes-révolutionnaires », etc.). Ses organes officiels étaient le journal *Révolutsionnaïa Rossia* [La Russie révolutionnaire] (1900-1905) et les revues *Vestnik Rousskoï Révolutsii* [Le Courrier de la Révolution russe] (1902-1905) et *Znamia Trouda* [L'Étendard du Travail] (1907-1914). Les socialistes-révolutionnaires ne voyaient pas de différences de classe entre le prolétariat et les petits propriétaires, estompaient la stratification sociale et les contradictions internes de la paysannerie, déniaient au prolétariat le rôle dirigeant dans la révolution. Leurs conceptions étaient un mélange éclectique d'idées populistes et révisionnistes : ils s'efforçaient, suivant l'expression de Lénine, « de boucher les trous du populisme au moyen de la « critique » opportuniste du marxisme en vogue » (voir *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 9, p. 320). La tactique de terrorisme individuel que les socialistes-révolutionnaires prônaient comme méthode fondamentale de lutte contre l'autocratie causait un grand tort au mouvement révolutionnaire, rendait plus difficile l'organisation des masses en vue de la lutte.

Le programme agraire des socialistes-révolutionnaire, prévoyait la suppression de la propriété privée de la terre, la mise de cette terre à la disposition de communautés, l'application du « principe du travail », la « jouissance égalitaire » du sol et le développement de la coopération. Dans ce programme, de « socialisation de la terre », il n'y avait en réalité rien de socialiste. En l'analysant, Lénine a démontré que la conservation de la production marchande et de l'économie privée sur une terre commune n'empêche pas le capital de régner en maître, ne débarrasse pas les paysans laborieux de l'exploitation et de la ruine; la coopération en régime capitaliste ne peut sauver non plus les petits paysans, étant donné qu'elle favorise l'enrichissement de la bourgeoisie des campagnes. Lénine notait en même temps que la revendication d'une jouissance égalitaire du sol n'était pas une revendication socialiste mais revêtait, sur le plan historique, un caractère révolutionnaire démocrate progressiste dans la mesure où elle était dirigée contre la propriété foncière réactionnaire.

Le Parti bolchevique démasquait les tentatives des socialistes-révolutionnaires de se faire passer pour des socialistes, luttait avec acharnement pour soustraire la paysannerie à leur influence, montrait le tort causé au mouvement ouvrier par leur tactique de terrorisme individuel. Les bolcheviks, cependant, s'alliaient temporairement et sous certaines conditions avec eux pour combattre le tsarisme.

La disparité de classe de la paysannerie conditionnaient l'instabilité politique et idéologique et le relâchement de l'organisation des socialistes-révolutionnaires, leurs oscillations perpétuelles entre la bourgeoisie libérale et le prolétariat. Dès les années de la première révolution russe, leur parti s'était scindé en une aile droite, qui avait créé le parti (légal) socialiste-populiste du Travail

proche des cadets, et une aile gauche, qui avait pris la forme de l'union semi-anarchiste des « maximalistes ». Durant la période de la réaction stolyпинienne, le parti socialiste-révolutionnaire connut un marasme total sur le plan des idées et de l'organisation. Pendant la première guerre mondiale, la majorité des socialistes-révolutionnaires adopta des positions social-chauvines.

Après la victoire de la révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, les socialistes-révolutionnaires furent, avec les mencheviks et les cadets, le principal soutien au Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire des bourgeois et propriétaires fonciers; quant aux leaders du parti (Kérenski, Avksentiev, Tchernov), ils firent partie dudit gouvernement. Le parti socialiste-révolutionnaire refusa de soutenir les paysans qui réclamaient la liquidation de la propriété foncière et se prononça pour un statu quo dans ce domaine, les ministres socialistes-révolutionnaires du Gouvernement provisoire envoyèrent des expéditions punitives contre les paysans qui s'étaient emparés des terres des propriétaires fonciers.

Après octobre 1917, l'aile gauche créa le parti indépendant des socialistes-révolutionnaires de gauche, qui reconnut officiellement le pouvoir soviétique et passa des accords avec les bolcheviks. Cependant, la majorité des socialistes-révolutionnaires y demeura opposée et l'essentiel de sa direction émigra.

- 3 Le coup d'État du 3 (16) juin 1907 s'est traduit par le démantèlement de la II^o Douma (par le gouvernement) et la modification de la loi sur les élections à la Douma. Le 1^o juin 1907, Stolypine, prenant prétexte d'une accusation forgée de toutes pièces par l'Okhrana et dirigée contre la fraction social-démocrate - contacts avec une organisation militaire et préparation d'un soulèvement armé -, exigea que la fraction ne participe plus aux réunions de la Douma, les 16 membres du groupe social-démocrate étaient menacés d'arrestation. Une commission avait été créée par la Douma pour vérifier si les accusations étaient justifiées. Mais, sans attendre les résultats de ses travaux, le gouvernement arrêta les membres de la fraction social-démocrate dans la nuit du 2 (15) au 3 (16), juin. Le 3 juin était publié un manifeste du tsar portant dissolution de la II^o Douma et modification de la loi électorale. Cette loi accroissait dans de fortes proportions le nombre de représentants des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie commerçante et industrielle à la Douma et réduisait de plusieurs fois la représentation déjà succincte des ouvriers et de la paysannerie. C'était là une grossière violation du manifeste du 17 octobre 1905 et de la Loi fondamentale de 1906, d'après lesquels le gouvernement n'avait pas le droit de promulguer une loi sans l'accord de la Douma d'État.

Les nouvelles dispositions stipulaient qu'un grand-électeur de curie terrienne serait choisi par 230 personnes, un grand-électeur de curie urbaine de la première catégorie par 1 000 personnes, un grand-électeur de curie urbaine de la deuxième par 15 000 personnes, un grand-électeur de curie paysanne par 60 000 personnes et pour une curie ouvrière par 125 000 personnes. Les propriétaires fonciers et la bourgeoisie avaient ainsi la possibilité de choisir 65 % de tous les grands-électeurs, les paysans 22 % (contre 42 % auparavant), les ouvriers 2 % (contre 4 % auparavant). La loi privait du droit de vote la population autochtone de la Russie d'Asie, les peuples turcs des provinces d'Astrakhan et de Stavropol, et réduisait de moitié la représentation de la population de la Pologne et du Caucase. En outre, dans l'ensemble de la Russie, les personnes ne parlant pas russe étaient, elles aussi, privées du droit de vote. La III^o Douma, élue d'après la nouvelle loi, siégea pour la première fois le 1^o novembre 1907. Elle était essentiellement composée de Cent-Noirs et d'octobristes.

Le coup d'Etat du 3 juin fut, selon l'expression de Lénine, « un tournant dans l'histoire de notre révolution » (*Œuvres*, 4^o éd. russe, t. 15, p. 3); il ouvrit la période de la réaction stolyпинienne.

- 4 La Douma de Boulyguine, « institution représentative » à pouvoir consultatif que le gouvernement du tsar promit de réunir en 1905. Le 6 (19) août 1905 étaient publiés un manifeste du tsar, une loi sur l'institution de la Douma d'État et un règlement des élections. La Douma fut

appelée « Douma de Boulyguine » du nom du ministre de l'Intérieur que le tsar avait chargé de composer un projet d'assemblée. Le droit de vote pour les élections à cette Douma fut seulement accordé aux propriétaires fonciers, aux gros capitalistes et à un petit nombre de paysans propriétaires. Sur les 412 postes de députés prévus par la loi, les paysans n'avaient droit qu'à 51 postes en tout. La majorité de la population - ouvriers, paysans pauvres, ouvriers agricoles, intellectuels démocrates - était privée du droit de vote. Les élections étaient interdites aux femmes, au contingent, aux personnes poursuivant des études, aux personnes âgées de moins de vingt-cinq ans et à une série de nationalités opprimées de la Russie tsariste. La Douma d'État n'avait pas le droit de voter les lois, mais seulement de discuter certaines questions en qualité d'organe consultatif auprès du tsar. Lénine écrivit à propos de la Douma de Boulyguine que c'était « se bafouer de la manière la plus éhontée de la « représentation nationale » (*Œuvres*, Paris Moscou, t. 9, p. 199).

Les bolcheviks appelèrent les ouvriers et les paysans à boycotter activement la Douma de Boulyguine et concentrèrent toute leur campagne d'agitation autour des mots d'ordre suivants : insurrection armée, armée révolutionnaire, gouvernement révolutionnaire provisoire. Les mencheviks considérèrent qu'il était possible de prendre part aux élections et prirent parti pour la collaboration avec la bourgeoisie libérale.

La campagne de boycottage fut utilisée par les bolchevik pour la mobilisation de toutes les forces révolutionnaires, la tenue de grèves politiques de masse et la préparation de l'insurrection armée. Les élections n'eurent pas lieu et le gouvernement ne pût convoquer l'assemblée. La Douma fut balayée par la montée de la révolution et la grève politique générale d'octobre 1905. Sur la question de la Douma de Boulyguine, voir les articles suivants de Lénine : « Le bazar constitutionnel », « Boycottage de la Douma de Boulyguine et insurrection », « Union du tsar avec le peuple et du peuple avec le tsar », « Á la remorque de la bourgeoisie monarchiste ou à la tête du prolétariat révolutionnaire et des paysans », etc. (*Œuvres*, Paris-Moscou, t. 8, pp. 353-357; t. 9, pp. 181-189, 195-204, 217-229.)

- 5 Le 9 janvier 1905 (le « dimanche sanglant ») : ce jour-là, le 9 (22) janvier, le gouvernement fit tirer sur une foule pacifique d'ouvriers pétersbourgeois, qui se dirigeait vers le Palais d'Hiver pour remettre une pétition au tsar.

Ce massacre provoqua l'indignation de tous les travailleurs. Dans le pays tout entier commencèrent des grèves de protestation, avec comme mot d'ordre : « Á bas l'autocratie. » Les événements du 9 janvier marquèrent le début de la révolution de 1905-1907.

- 6 Le « Potemkine » (« Prince Potemkine de Tauride »), cuirassé de la flotte russe de la mer Noire qui, entre le 14 et le 24 juin 1905, fut le théâtre d'un important soulèvement révolutionnaire. Ce soulèvement eut une importance politique exceptionnelle : pour la première fois, une action révolutionnaire de masse avait lieu dans l'armée et la flotte, pour la première fois, une unité militaire importante passait du côté de la révolution.
- 7 Il est question de la grève politique générale d'octobre 1905 et de l'insurrection armée de décembre à Moscou, points culminants de la révolution de 1905-1907.
- 8 La Douma de Witte : I^o Douma d'État, convoquée le 27 avril (10 mai) 1906 en vertu du règlement élaboré par S. Witte, président du Conseil des ministres.

La grève générale d'octobre 1905 qui déferla sur tout le pays avait contraint le tsar à publier le 17 octobre un manifeste annonçant la convocation d'une Douma d'Etat nantie de fonctions législatives. Le gouvernement escomptait de la sorte scinder et affaiblir le mouvement révolutionnaire, puis engager le pays dans la voie de la monarchie constitutionnelle. Le 11 (24) décembre 1905, le gouvernement promulgua une loi portant élections à la Douma d'Etat. Les élections eurent lieu en février-mars 1906. Les bolcheviks déclenchèrent une campagne de

boycottage de la Douma, ce qui eut pour effet de saper le prestige de la future assemblée et de faire baisser la foi que portait en elle une partie de la population. Il s'avéra cependant impossible de faire avorter les élections. L'échec du boycottage s'explique essentiellement par l'absence d'un élan révolutionnaire de masse qui eût pu empêcher la convocation de la Douma. L'action était rendue d'autant plus difficile que les mencheviks cherchaient à désorganiser le boycottage et que la paysannerie nourrissait de fortes illusions constitutionnelles. Lorsque l'assemblée se réunit, Lénine considéra opportun de l'utiliser pour mener l'agitation et la propagande révolutionnaires et pour la dénoncer comme étant une contrefaçon grossière de la représentation populaire.

Le nombre des députés se montait à 478, dont : cadets, 179; autonomistes, 63; octobristes, 16; sans-parti, 105; troudoviks, 97; social-démocrates, 18. Un tiers des voix appartenait donc aux cadets.

La question n° 1 à la Douma était la question agraire. Deux programmes agraires essentiels furent déposés; le projet de loi des cadets signé par 42 députés et celui des troudoviks, connu sous la dénomination de « projet des 104 ». A l'encontre des troudoviks, les cadets tendaient à maintenir la grosse propriété terrienne, n'admettant l'aliénation contre rachat « à une estimation équitable » que pour des terres que les paysans travaillaient avec leurs propres instruments ou des terres cédées à bail.

La I^o Douma d'Etat, malgré sa faiblesse et les demi-mesures qu'elle adopta, ne justifia pas les espoirs que le gouvernement avait placés en elle. Elle fût dissoute le 8 (21) juillet 1906.

- 9 L'homme sous cloche de verre, héros d'un récit de Tchekhov qui porte ce titre. Type de petit bourgeois borné qui craint toute innovation et toute initiative.
- 10 Voir F. Engels, « *La littérature politique des émigrés* » (K. Marx et F. Engels, *Œuvres*, 2^o ed. russe, t. 18).
- 11 Le congrès de Stockholm, quatrième congrès (d'unification) du P.O.S.D.R. eut lieu à Stockholm entre le 10 et le 25 avril (23 avril et 8 mai) 1906. Participaient à ce congrès 112 délégués avec voix délibérative qui représentaient 57 organisations locales du parti, et 22 délégués avec voix consultative.

Les mencheviks jouissaient de la majorité au congrès. La raison en était la suivante : nombreuses avaient été les organisations bolcheviques qui n'avaient pu envoyer de délégués ayant été démantelées après l'insurrection armée qu'elles avaient dirigée. Les mencheviks, eux, possédaient des organisations à effectifs nombreux dans les régions non industrielles, où il n'y eut pas d'actions armées de masse, aussi purent-ils envoyer un nombre plus grand de délégués.

Les questions principales traitées par le congrès furent : 1) révision du programme agraire; 2) analyse de la conjoncture et les problèmes de classe du prolétariat; 3) attitude vis-à-vis de la Douma d'État; 4) insurrection armée; 5) actions partisans; 6) union avec les partis social-démocrates nationaux; 7) les statuts du parti.

Une lutte aiguë opposa bolcheviks et mencheviks tout au long de la discussion de toutes ces questions. Lénine prononça des discours et présenta des rapports sur chacune d'elles et prit part aux travaux de la commission chargée d'élaborer le projet des statuts. La prédominance des mencheviks au congrès joua sur le caractère des décisions adoptées. A l'issue d'une lutte opiniâtre, le congrès ratifia les résolutions mencheviques portant sur la Douma, l'insurrection armée et adopta le programme agraire déposé par les mencheviks. Pour ce qui est de l'attitude à prendre envers les partis bourgeois, il se contenta de confirmer les résolutions du Congrès international d'Amsterdam. Le congrès adopta sans les mettre en discussion la résolution de compromis sur les syndicats et celle sur l'attitude à prendre vis-à-vis du mouvement paysan.

Dans le même temps, devant l'exigence des militants de base, le congrès adopta le premier paragraphe des statuts sous la forme proposée par Lénine, rejetant par là même l'énoncé opportuniste proposé par Martov. Pour la première fois, les statuts comportèrent la formule bolchevique sur le centralisme démocratique.

Le Comité central élu par le congrès fut composé de 3 bolcheviks et de 7 mencheviks; la rédaction de l'organe central, *Le Social-Démocrate*, fut composée exclusivement de mencheviks.

La lutte qui se déroula au congrès révéla aux militants de base toute la signification et la profondeur des divergences de principe qui opposaient bolcheviks et mencheviks. Les travaux du congrès sont analysés par Lénine dans la brochure *Rapport sur le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. (Lettre aux ouvriers de Pétersbourg)* (voir *Œuvres*, 4^o ed. russe, t. 10, pp. 289-350).

- 12 Doubassov, gouverneur général de Moscou qui écrasa l'insurrection armée de décembre; à partir de 1907, il fut membre du Conseil de la défense du territoire. Stolypine, président du Conseil des Ministres de 1906 à 1911.
- 13 *Cadets*, membres du parti constitutionnel-démocrate, principal parti de la bourgeoisie libérale monarchiste de Russie. Ce parti fut créé en octobre 1905; il était composé de représentants de la bourgeoisie, de propriétaires fonciers membres de zemstvos et d'intellectuels bourgeois. Les membres les plus connus en étaient : P. Milioukov, S. Mouromtsev, V. Maklakov, A. Chingarev, P. Strouvé, F. Roditchev, etc. Leur revendication la plus radicale était celle d'une monarchie constitutionnelle. Les cadets avaient pour but principal de lutter contre le mouvement révolutionnaire et ils tendaient à partager le pouvoir avec le tsar et les propriétaires féodaux. Durant la première guerre mondiale, ils soutinrent activement la politique de conquête du gouvernement tsariste. Pendant la révolution démocratique bourgeoise de Février, ils essayèrent de sauver la monarchie. Profitant de leur position dirigeante à l'intérieur du Gouvernement provisoire, ils menèrent une politique antipopulaire et contre-révolutionnaire. Après la victoire de la Révolution d'Octobre, les cadets furent des ennemis acharnés du pouvoir soviétique et la plupart finirent par émigrer.
- 14 « *Tovarichtch* » [Le Camarade], quotidien bourgeois publié à Pétersbourg entre le 15 (28) mars 1906 et le 30 décembre 1907 (12 janvier 1908). Officiellement, ce journal n'était l'organe d'aucun parti. En fait, il était celui des cadets de gauche. S. Prokopovitch et E. Kouskova collaborèrent activement au journal, Des mencheviks écrivirent aussi dans le *Tovarichtch*.
- 15 Feuille du Comité central, « *Lettre aux organisations du Parti* » n° 1, écrite à l'occasion du coup d'Etat du 3 juin. « Le prolétariat et la social-démocratie révolutionnaire, porte-parole de ses intérêts, lisait-on dans la lettre, ne peuvent laisser sans réponse, sans protestation, cet acte de violence. La social-démocratie ne renonce pas à poursuivre et à développer la révolution. » Sans annoncer une intervention immédiate, le Comité central du P.O.S.D.R. appelait les organisations du parti « à soutenir et à développer jusqu'au bout le mouvement en train de naître, et, là où on peut compter à coup sûr sur un soutien actif et décisif de masses importantes, à prendre immédiatement l'initiative du mouvement, sans oublier d'en informer en même temps le Comité central. »
- 16 Voir la lettre de K. Marx à L. Kugelmann en date du 3 mars 1869.
- 17 *Chartisme*, mouvement révolutionnaire de masse des ouvriers anglais provoqué par leur pénible situation économique et l'absence de droits politiques. Le mouvement débuta vers 1840 par d'imposants meetings et manifestations et dura, avec des interruptions, jusqu'au début des années 50.

Ce qu'il manquait au mouvement chartiste c'était une direction prolétarienne animée d'un esprit révolutionnaire conséquent et aussi un programme nettement défini. C'est là qu'il faut rechercher

la cause essentielle de ses échecs.

- 18 *Balalaïkine*, personnage du roman de Saltykov-Chtchedrine intitulé *Une idylle de notre temps* ; il s'agit d'un bavard libéral, aventurier et menteur de surcroît, qui fait passer ses intérêts égoïstes avant toute chose.

Moltchaline, personnage de la pièce de A. Griboédov *Le malheur d'avoir trop d'esprit*, arriviste et flagorneur.

- 19 Voir K. Marx et F. Engels, *Œuvres choisies en deux volumes*, tome I, Éditions du Progrès, Moscou, 1964, p. 528.

- 20 « Cent-Noirs », bandes monarchistes créées par la police du tsar pour lutter contre le mouvement révolutionnaire. Les Cent-Noirs tuaient des révolutionnaires, attaquaient les intellectuels progressistes, organisaient des pogromes antijuifs.

- 21 *Octobristes*, membres du parti des octobristes (ou « Union du 17 octobre »), créé en Russie après la publication du manifeste du tsar du 17 (30) octobre 1905. C'était un parti contre-révolutionnaire, qui représentait et défendait les intérêts de la grosse bourgeoisie et des propriétaires fonciers qui appliquaient des méthodes de gestion capitalistes. Il avait à sa tête A. Goutchkov, industriel connu et propriétaire d'immeubles à Moscou, et M. Rodzianko, gros propriétaire foncier. Les octobristes soutenaient sans réserve la politique intérieure et extérieure du gouvernement tsariste.

- 22 Ministérialisme (millerandisme), courant opportuniste qui se fit jour dans les partis socialistes d'Europe occidentale à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle ; il tire son nom du socialiste français, A. Millerand, qui, en 1899, entra dans le gouvernement bourgeois réactionnaire et aida la bourgeoisie à promouvoir sa politique.

- 23 Les social-démocrates polonais, membres de la social-démocratie du Royaume de Pologne et de la Lituanie, parti révolutionnaire de la classe ouvrière polonaise. Ce parti naquit d'abord, en 1893, comme social-démocratie du Royaume de la Pologne, puis, à dater du mois d'août 1900, après le congrès des organisations social-démocrates du Royaume de Pologne et de la Lituanie, qui vit la fusion des social-démocrates polonais et une partie des social-démocrates lituaniens, il prit le nom de Social-démocratie du Royaume de Pologne et de la Lituanie. Le mérite de ce parti était de pousser le mouvement ouvrier polonais à l'alliance avec les ouvriers russes et de lutter contre le nationalisme.

Durant la révolution de 1917-1918, le S.D.R.P.L. adopta des mots d'ordre proches de ceux des bolcheviks et eut une position intransigeante vis-à-vis de la bourgeoisie libérale. Cependant elle commit plusieurs erreurs : elle ne comprit pas la théorie de Lénine sur la révolution socialiste, le rôle dirigeant du parti dans la révolution démocratique, elle sous-estima le rôle de la paysannerie comme alliée de la classe ouvrière et l'importance du mouvement de libération nationale. V. Lénine, tout en critiquant les conceptions erronées de la S.D.R.P.L., a souligné les mérites qui furent siens au sein du mouvement révolutionnaire de Pologne. Les social-démocrates polonais, a-t-il dit, « ont eu raison de créer pour la première fois un parti purement prolétarien en Pologne, de proclamer le principe éminemment important de l'alliance la plus étroite de l'ouvrier polonais et l'ouvrier russe dans la lutte de classe » (voir *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 20, p. 458). Au IV^e Congrès du P.O.S.D.R. (congrès d'Unification de 1906), la S.D.R.P.L. fut admise au sein du P.O.S.D.R. en qualité d'organisation territoriale.

La S.D.R.P.L. salua la Grande Révolution socialiste d'Octobre et engagea une lutte de grande envergure pour la victoire de la révolution prolétarienne en Pologne. En décembre 1918, au congrès d'Unification, la S.D.R.P.L. et la « lewica » du P.P.S. fusionnèrent et créèrent le Parti communiste ouvrier de Pologne.

P.P.S., parti socialiste polonais (*Polska Partia Socjalituzna*) créée en 1892 ; réformiste et nationaliste. En 1906, le parti se scinda en un groupement de gauche, la « *lewica* » du P.P.S., et en un groupement de droite, chauvin, dit « fraction révolutionnaire » du P.P.S.

24 « *Vorwärts* » [En Avant], quotidien, organe central du Parti social-démocrate d'Allemagne ; publié à Berlin à partir de 1891 sous le titre exact de *Vorwärts, Berliner Volksblatt*, par décision du congrès de Halle ; prenait la succession de *Berliner Volksblatt* [Journal populaire de Berlin] qui existait depuis 1884. Dans les pages du *Vorwärts*, F. Engels combattait toutes les formes d'opportunisme. Après 1895, c'est-à-dire après la mort d'Engels, la rédaction du journal tomba aux mains de l'aile droite du parti et se mit à publier systématiquement des articles opportunistes. Par des analyses tendancieuses de lutte contre l'opportunisme et le révisionnisme au sein du P.O.S.D.R., *Vorwärts* apporta son soutien aux « économistes », puis, après la scission du parti, aux mencheviks. Durant les années de réaction, il publia des articles calomnieux de Trotski sans offrir à Lénine ni aux autres bolcheviks la possibilité de riposter et de donner une appréciation objective de la situation au sein du parti.

Durant la première guerre mondiale, *Vorwärts* adopta des positions social-chauvines ; après la Grande Révolution socialiste d'Octobre, il mena une propagande antisoviétique. Il continua à paraître à Berlin jusqu'en 1933.

25 *Dachnaksoutioun*, un parti nationaliste bourgeois. Créé au début années 90 du XIXe siècle en Arménie turque pour libérer les Arméniens de Turquie du joug du sultanat ; ce parti consistait en un conglomerat bourgeois démocratique de représentants de diverses classes : bourgeois et intellectuels ; paysans et ouvriers non touchés par la propagande social-démocrate ; une partie du lumpen-prolétariat, organisée en groupes de « *zinvor* ».

A la veille de la révolution de 1905-1907, le parti centra son activité sur le Caucase et se rapprocha des socialistes-révolutionnaires. Son aile gauche adhéra à ce parti en 1907, après avoir formé le groupe des « jeunes *dachnaksoutioun* ».

Les activités du *Dachnaksoutioun* avaient un caractère antipopulaire. Sa propagande nationaliste a nui énormément à l'éducation internationaliste du prolétariat et des masses laborieuses d'Arménie et de toute la Transcaucasie.

Après la révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, les « *dachnaks* » apportèrent leur appui à la politique du Gouvernement bourgeois provisoire ; après la Révolution socialiste d'Octobre, ils participèrent au bloc contre-révolutionnaire des mencheviks et socialistes-révolutionnaires dirigé contre les bolcheviks. Entre 1918 et 1920, les *dachnaks* furent à la tête du gouvernement bourgeois-nationaliste contre-révolutionnaire d'Arménie ; tous leurs actes eurent pour effet de transformer l'Arménie en colonie des impérialistes étranger et en base des interventionnistes anglo-français, ainsi que des gardes blancs russes en lutte contre le pouvoir des Soviets. Les travailleurs d'Arménie, sous la direction du parti bolchevique et avec le soutien de l'Armée rouge, renversèrent le gouvernement *dachnaque* en novembre 1920. La victoire du pouvoir des Soviets entraîna le démantèlement et la liquidation des organisations *dachnaksoutioun* de Transcaucasie.

26 La *S.D.F.* (*Social Democratic Federation*) fut fondée en 1884. Y adhérèrent, outre des réformistes (dont Hyndman) et des anarchistes, des social-démocrates révolutionnaires, partisans du marxisme (H. Quelch, Th. Mann, E. Eveling, E. Marx-Eveling, etc.) qui formaient l'aile gauche du mouvement socialiste anglais. F. Engels critiqua la *S.D.F.* pour son dogmatisme et son sectarisme, lui reprochant d'être isolée du mouvement ouvrier de masse et de méconnaître ses particularités. En 1907, la *S.D.F.* devint le parti social-démocrate. Celui-ci constitua en 1911 avec des éléments de gauche de l'Independent Labour Party le Parti socialiste britannique. C'est à ce parti ainsi qu'au groupe socialiste de l'unité que revient l'initiative de fonder en 1920 le Parti communiste de Grande-Bretagne.

27 I.L.P. (*Independent Labour Party*), organisation réformiste fondée en 1893 par les leaders des « nouvelles trade-unions » à l'époque d'une reprise du mouvement gréviste et du mouvement en faveur de l'indépendance de la classe ouvrière vis-à-vis des partis bourgeois. Adhérent à ce parti des membres des « nouvelles trade-unions » et d'anciens syndicats des intellectuels, des représentants de la petite bourgeoisie influencés par les idées fabiennes. Dès sa création, l'I.L.P., se plaça sur les positions du réformisme bourgeois, accordant l'essentiel de son attention à la lutte parlementaire et accords parlementaires avec le parti libéral. Lénine disait de lui que c'est « en fait un parti opportuniste qui a toujours dépendu de la bourgeoisie ». (*Œuvres*, Paris-Moscou, t. 20, p. 499).

28 Le groupe « *Libération du Travail* » est le premier groupe marxiste russe. Il fut organisé par G. Plékhanov à Genève en 1883. Outre Plékhanov lui-même, il comprenait P. Axelrod, L. Deutsch, V. Zassoulitch, V. Ignatov.

Le groupe fit un gros effort pour diffuser le marxisme en Russie. Il traduisit, édita à l'étranger et répandit en Russie les œuvres de K. Marx et F. Engels : *Manifeste du Parti communiste*, *Travail salarié et capital*, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, etc.; il publia également des ouvrages de vulgarisation sur la doctrine marxiste. Le groupe « *Libération du Travail* » porta un coup sévère au populisme, principal obstacle à la propagation du marxisme et au développement du mouvement social-démocrate en Russie. Dans ses ouvrages *Socialisme et lutte politique* (1883), *Nos divergences* (1885), etc., G. Plékhanov soumit à la critique marxiste les conceptions réactionnaires des populistes (développement non capitaliste de la Russie, négation du rôle d'avant-garde du prolétariat dans le mouvement révolutionnaire, conception subjective et idéaliste du rôle de la personnalité dans l'histoire, etc.).

Le groupe « *Libération du Travail* », bien que sans liaisons avec le mouvement ouvrier pratique de Russie, joua un rôle important dans la formation de la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière russe. Lénine a souligné que le groupe « ne fonda la social-démocratie que théoriquement et fit un premier pas à la rencontre du mouvement ouvrier » (*Œuvres*, Paris-Moscou, 20, p. 289). « *Libération du Travail* » a aussi commis des erreurs assez graves : surestimation du rôle de la bourgeoisie libérale, sous-estimation du rôle révolutionnaire de la paysannerie en tant que réserve de la révolution prolétarienne. Ces erreurs furent le germe des futures conceptions menchéviques de Plékhanov et autres membres du groupe.

En 1894, à l'initiative du groupe « *Libération du Travail* » fut fondée l'« *Union des social-démocrates russes à l'étranger* ». En 1900, les membres du groupe et leurs partisans quittèrent l'« *Union* » et créèrent l'organisation révolutionnaire « *Le Social-Démocrate* ». G. Plékhanov, P. Axelrod et V. Zassoulitch firent partie des rédacteurs de l'*Iskra* et de *Zaria*. Au II^e Congrès du P.O.S.D.R. (août 1903), le groupe « *Libération du Travail* » annonça sa propre dissolution.

29 St. : V. Starikov; R. : Y. Radtchenko; K. : R. Klasson.

30 « *Novoïe Slovo* » [La Nouvelle parole], revue mensuelle l'« *Novoïe Slavo* » [La nouvelle parole], revue mensuelle littéraire et politique éditée à Pétersbourg à partir de 1894 par les populistes libéraux, puis, à partir du printemps 1897, par les « marxistes légaux ». Cette revue publia les articles de Lénine intitulés : « *Pour caractériser le romantisme économique* » et « *À propos d'un entrefilet* ». En décembre 1897, elle fut interdite par le gouvernement.

31 La « *Zaria* » [L'Aube], revue politique marxiste éditée par la rédaction de l'*Iskra* en 1901 et 1902. *Zaria* fit paraître les articles suivants de Lénine : « *Notes de circonstance* », « *Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme* », les quatre premiers chapitres de « *La question agraire et les « critiques de Marx »* (sous le titre « *Messieurs les « critiques » dans la question agraire* »), « *Revue de la situation intérieure* », « *Le programme agraire de la social-démocratie russe* ». La revue eut quatre numéros.

32 L'« *Iskra* » [L'Étoile], premier journal politique marxiste illégal pour toute la Russie; fondé par Lénine en 1900. Devint l'organe central du parti après le II^e Congrès du P.O.S.D.R. Lorsqu'il parle de l'ancienne *Iskra*, Lénine pense aux numéros 1 à 51. À partir du n° 52 (octobre 1903), les mencheviks en firent l'organe de leur fraction.

33 *Narodovoltsy*, membres du « *Groupe de la Narodnaïa Volia* » (la Volonté du peuple). Ce groupe fut fondé en automne 1891 à Pétersbourg. Il comprenait à l'origine M. Olminski (Alexandrov), N. Méchtchériakov, E. Alexandrova, A. Fédoulov, A. Erguine, etc. Il tira dans son imprimerie plusieurs brochures et proclamations illégales, un *Recueil de l'Ouvrier* et deux numéros de la *Feuille volante*. En avril 1894, la police le démantelait, mais peu après il devait reprendre ses activités. Cette période fut marquée par un passage aux conceptions social-démocrates. Le dernier numéro de la *Feuille volante* (n° 4, décembre 1895) atteste déjà clairement de cette influence de la social-démocratie. Le groupe établit des rapports avec l'« *Union pour la libération de la classe ouvrière* » (Pétersbourg), tira dans son imprimerie certaines des publications de l'« *Union* », par exemple la brochure de Lénine *Explication de la loi sur les amendes infligées aux ouvriers de fabrique et d'usines*.

Le groupe, enfin, mena des pourparlers avec l'« *Union* » à propos d'une publication conjointe du journal *Rabotchéïé Diélo*. L'imprimerie du groupe devait éditer la brochure de Lénine *À propos des grèves*, envoyée de prison en mai 1896 (le manuscrit n'en a toujours pas été retrouvé). Cette publication ne put avoir lieu, par suite du démantèlement de l'imprimerie et de l'arrestation des membres du groupe en juin 1896. À partir de ce moment, le groupe cessa d'exister. Plus tard, certains de ses membres (P. Koudelli, N. Méchtchériakov, M. Olminski, etc.) devinrent des membres actifs du P.O.S.D.R., mais la majorité adhéra au parti socialiste-révolutionnaire.

Narodopravtsy, membres du parti du « *Droit du peuple* », organisation illégale de l'intelligentsia démocrate russe fondée en été 1893 avec la participation d'anciens narodovoltsy (O. Aptekmann, A. Bogdanovitch, A. Guédéonovski, M. Natanson, N. Tioutchev, etc.). Les *narodopravtsy* avaient pour but d'unir toutes les forces d'opposition en vue de lutter pour des réformes politiques. Leur organisation publia deux documents-programmes : *Le Manifeste* et *Le problème d'actualité*. Au printemps 1894, le gouvernement tsariste la faisait démanteler. Voir l'analyse de Lénine sur l'organisation des *narodopravtsy* en tant que parti politique dans les ouvrages suivants : *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates* (*Œuvres*, Paris-Moscou, t. 1, pp. 357-360) et *Les tâches des social-démocrates russes* (*Œuvres*, Paris-Moscou, t. 2, p. 351-352). La majorité des *narodopravtsy* entra plus tard dans le parti socialiste-révolutionnaire.

34 *Bernsteiniade*, courant opportuniste hostile au marxisme à l'intérieur de la social-démocratie allemande et internationale. Né à la fin du XIX^e siècle, il doit son nom à Ed. Bernstein, représentant le plus avéré des tendances droitières et opportunistes dans le Parti social-démocrate d'Allemagne.

35 « *Sans-titre* », groupe semi-cadet et semi-menchevique de l'intelligentsia bourgeoise russe (S. Prokopovitch, E. Kouskova, V. Bogoutcharski, V. Portougalov, V. Khijniakov, etc.) Il se forma à l'époque où s'amorçait le déclin de la révolution de 1905-1907. Son nom provenait de l'hebdomadaire politique *Bez Zaglavïa* [Sans titre] publié sous la direction de Prokopovitch à Pétersbourg entre janvier et mai 1906. Plus tard, les « *sans-titre* » se regroupèrent autour du journal cadet de gauche *Tovarichtch*. Bien que n'appartenant officiellement à aucun parti, ils prêchaient les idées du libéralisme bourgeois et de l'opportunisme et soutenaient les révisionnistes de la social-démocratie russe et internationale.

36 « *Novaïa Jizn* » [la Vie nouvelle], premier journal bolchévique légal; parut quotidiennement à Pétersbourg entre le 27 octobre (9 novembre) et le 3 (16) décembre 1905. Lorsque Lénine revint

d'émigration à Pétersbourg, début novembre 1905, le journal passa sous sa direction immédiate. *Novaïa Jizn* jouait en pratique le rôle d'organe central du P.O.S.D.R. Les collaborateurs les plus proches en étaient V. Bontch-Brouévitch, V. Vorovski, A. Lounatcharski, M. Olminski, etc. M. Gorki participa activement à la rédaction et apporta également une aide matérielle appréciable. Le tirage quotidien atteignait 80 000 exemplaires.

Novaïa Jizn fut victime de répressions répétées. Après la parution du n° 27, le journal fut interdit par le gouvernement. Le dernier numéro (28) sortit illégalement.

- 37 . « *Vperiod* » [En avant], journal bolchevique illégal ; publié à Genève entre le 22 décembre 1904 (4 janvier 1905) et le 5 (18) mai 1905. Il y eut 18 numéros en tout. L'organisateur, l'inspirateur et le directeur de *Vpériod* était Lénine. La rédaction comprenait également V. Vorovski, A. Lounatcharski et M. Olminski.

Dans une résolution spéciale le III^e Congrès du P.O.S.D.R. souligna le rôle important joué par *Vpériod* dans la lutte contre le menchévisme et pour le rétablissement de l'esprit de parti, vanta ses analyses des problèmes de tactique posés par le mouvement révolutionnaire et exprima sa reconnaissance à la rédaction du journal.

- 38 *Otrezki*, parcelles de terre que les propriétaires fonciers avaient enlevées aux paysans lors de l'abolition du servage en Russie.
- 39 *Zemstvo*, administration autonome locale. Les zemstvos furent créés en 1864 dans les provinces centrales de la Russie ; ils avaient des nobles à leur tête. La compétence des zemstvos était limitée aux problèmes locaux (construction de routes et d'hôpitaux, statistique, assurances, etc.). Leurs activités étaient contrôlées par les gouverneurs et le ministère de l'Intérieur, qui pouvaient abroger les mesures contraires aux intérêts du gouvernement.
- 40 Le mot d'ordre de création d'un « *comité exécutif des groupes de gauche à la Douma* » fut lancé par les bolcheviks pour permettre aux députés ouvriers de conserver une ligne de classe indépendante, pour diriger les activités des députés paysans et les protéger contre les influences cadettes. Les mencheviks opposaient à ce mot d'ordre celui d'« *opposition nationale* », c'est-à-dire de soutien des cadets par les députés ouvriers et paysans. Pour les mencheviks, en effet, les cadets étaient un parti de gauche, au même titre que les social-démocrates, les socialistes-révolutionnaires et les troudoviks.

Après la dissolution de la I^e Douma, en juillet 1906, le « Comité exécutif des gauches » se regroupa en fait autour de la fraction social-démocrate à la Douma. Sur l'initiative de ce comité furent publiés le *Manifeste à l'armée et à la flotte*, signé par le comité de la fraction social-démocrate et le comité du groupe du Travail; le *Manifeste à tous les paysans de Russie*, signé en outre par l'Union des paysans de Russie, le Comité central du P.O.S.D.R., le Comité central du Parti socialiste-révolutionnaire, l'Union des cheminots de Russie et l'Union des instituteurs de Russie; le manifeste *Au peuple entier*, signé par les mêmes partis (à l'exception des trois Unions), ainsi que par le Parti socialiste polonais et le Bund. Ces manifestes appelaient le peuple à la lutte révolutionnaire contre le gouvernement et lançaient le mot d'ordre de convocation d'une assemblée constituante.